Ressources naturelles Canada
Natural Resources Canada

LA PLACE DU CANADA DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE MONDIALE

Financement d'origine canadienne de l'industrie minière internationale

Metals Finance 4th International Conference
Finance for the Global Metals Industry

TORONTO, CANADA
du 7 au 9 mai 1997

par Keith J. Brewer
Directeur général
et
André Lemieux
Spécialiste en économie minérale

Direction de l'analyse économique et financière
Secteur des minéraux et des métaux
Ottawa (Ontario)

Canada

TABLE DES MATIÈRES

	Page
RÉSUMÉ	v
FACTEURS QUI FAVORISENT LES INVESTISSEMENTS MINIERS CANADIENS	3
MONDIALISATION DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CANADIENNE	13
FINANCEMENT D'ORIGINE CANADIENNE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE MONDIALE	31
CONCLUSIONS	51

LA PLACE DU CANADA DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE MONDIALE

Financement d'origine canadienne de l'industrie minière internationale

par
Keith J. Brewer et André Lemieux
Ressources naturelles Canada

Metals Finance 4th International Conference
Finance for the Global Metals Industry
Toronto Hilton
du 7 au 9 mai 1997

RÉSUMÉ

Le Canada se classe au premier rang des pays qui font de l'exploration minérale. Depuis peu, il est devenu un chef de file dans le financement de l'industrie minière, en particulier par le biais de programmes d'exploration mis en oeuvre par de petites sociétés canadiennes dans le monde entier. Les fonds libérés à cette fin proviennent non seulement d'investisseurs canadiens, mais également d'investisseurs étrangers.

Selon les prévisions, les grandes sociétés minières canadiennes, soit celles dont le budget d'exploration annuel est d'au moins quatre millions de dollars (trois millions de dollars américains), devaient dépenser, en 1996, 1,3 milliard de dollars à des travaux d'exploration au Canada et à l'étranger. Cette somme représente près de 30 %, soit la part la plus importante, des activités d'exploration réalisées par les grandes sociétés dans le monde. D'autres sociétés canadiennes dont le budget d'exploration annuel est inférieur à quatre millions de dollars, devaient, selon les prévisions, dépenser d'importantes sommes supplémentaires à des travaux d'exploration au Canada et à l'étranger.

Les sociétés canadiennes possèdent des intérêts dans plus de 8300 propriétés minières à travers le monde, dont 3400 sont situées dans 100 pays étrangers. À l'échelle mondiale, ce sont les sociétés canadiennes qui exécutent la plus grande part des programmes d'exploration non seulement au Canada, mais également en Amérique latine et dans d'autres pays. Depuis le début des années 90, le taux composé moyen de la croissance de leur budget pour les travaux d'exploration à l'extérieur du Canada a été de 45 % par année. En conséquence, les grandes sociétés minières canadiennes dépensent actuellement quelque 70 % de leur budget d'exploration à l'étranger.

Les grandes sociétés canadiennes ont accru leur budget non seulement pour l'exploration à l'étranger, mais aussi pour le Canada. Parallèlement, les multinationales étrangères ont majoré leur budget d'exploration au Canada. C'est ainsi qu'en 1996, les sociétés canadiennes et étrangères ont dépensé 873 millions de dollars en travaux d'exploration au Canada. Au début de 1997, on comptait au moins 170 projets avancés en cours au Canada. De plus, les dépenses de mise en valeur ont récemment augmenté au Canada. Dans l'avenir prévisible, au moins deux douzaines de nouvelles mines devraient ouvrir chaque année au pays.

Nombre de facteurs sont à l'origine de la place dominante qu'occupe le Canada sur la scène internationale en matière d'exploitation minière et de financement de projets miniers. Le Canada s'est imposé grâce à ses décennies d'expérience et d'expertise, notamment en géologie, géophysique, géochimie, génie, production minière, droit, fiscalité, analyse des investissements, diligence raisonnable et politique minérale. Le cadre juridique régissant les modes de financement au Canada est propice à la prise de risques, à l'évaluation des actifs miniers ainsi qu'à l'achat et à la vente de ces actifs entre prospecteurs, investisseurs, exploitants et producteurs. Les lois canadiennes relatives aux investissements au Canada ou à l'étranger sont telles que le fardeau fiscal sur les profits tirés de la production de minéraux est au moins comparable à celui des autres pays producteurs de minéraux, sinon plus avantageux.

Les actions accréditives, qui ne peuvent être retrouvées que dans le régime fiscal canadien, ont permis de réunir des fonds considérables pour la réalisation de travaux d'exploration minérale au Canada, tout particulièrement à la fin des années 80. De nombreux professionnels des sciences de la Terre ont quitté des grandes sociétés minières pour se joindre aux petites sociétés minières, ce qui s'est traduit par une hausse marquée de l'exploration au Canada. Ainsi, les dépenses consacrées à l'exploration minérale au Canada ont dépassé un milliard de dollars en 1987 et en 1988.

Le krach d'octobre 1987 et l'entrée en vigueur de la réforme fiscale canadienne ont fait en sorte qu'un grand nombre de nouvelles sociétés et un large contingent de géoscientifiques et d'autres professionnels ont profité des nombreuses possibilités d'investissement minier créées par le processus mondial de démocratisation amorcé au Chili et accéléré par la chute du communisme et par la libéralisation des lois et des règlements dans un grand nombre de pays en développement.

Les sociétés canadiennes étaient nombreuses à posséder une vaste expérience de la mise en oeuvre de projets miniers à l'étranger, mais plus encore, les profondes améliorations apportées au climat d'investissement dans l'industrie minière mondiale ont atténué les risques inhérents à la mise en valeur du potentiel minéral à l'étranger, un potentiel important mais souvent peu exploré. Simultanément, le Canada possédait un secteur financier bien développé, de sorte que le financement de l'expansion à l'étranger des sociétés minières canadiennes, des sociétés de petite taille en particulier, n'était que le prolongement naturel de l'expertise dont était doté le pays.

En 1996, près de neuf milliards de dollars en devises canadiennes ou étrangères ont été amassés au Canada dans l'intention d'appuyer des projets miniers répartis partout dans le monde. Il semble que les fonds réunis destinés aux activités minières ont été plus élevés au Canada que dans tout autre pays. Les sociétés minières inscrites à la Bourse de Vancouver ont, à elles seules, émis du capital-actions valant 1,5 milliard de dollars et ce, surtout aux fins d'exploration. De surcroît, plus d'une centaine de nouvelles sociétés minières, dont plusieurs

étrangères, ont été cotées en bourses canadiennes au cours de l'année. De nouvelles mines sont également financées depuis le Canada, mais cette question ne fait pas l'objet du présent document.

La mondialisation de l'industrie minière se poursuit encore. En raison de leur expérience et de leur expertise, les sociétés canadiennes sont bien placées pour continuer de saisir les possibilités qui se présentent à elles. De plus, les entreprises qui vendent des biens et des services aux sociétés d'exploration et de production bénéficient maintenant d'occasions sans précédent de suivre leurs clients canadiens à l'étranger et d'élargir ainsi de façon notable leur champ d'action géographique.

Bonjour Mesdames et Messieurs,

En peu de temps, le Canada s'est hissé au premier rang pour ce qui est de l'exploration minérale dans le monde. Il est récemment devenu un important fournisseur de fonds à l'industrie minière, en particulier par le biais des programmes d'exploration mis en oeuvre par les petites sociétés minières canadiennes.

- Les organisateurs de cette conférence nous ont demandé de parler de la présence grandissante du Canada dans le monde minier et de la façon dont cette croissance profite de fonds provenant du Canada.

- Dans ce contexte, nous aimerions aborder quatre sujets principaux :

  (1) les facteurs qui favorisent la circulation des investissements miniers vers le Canada et hors du Canada;

  (2) l'importance de la présence de l'industrie minière canadienne dans le monde;

  (3) la capacité de réunir au Canada les fonds dont a besoin l'industrie minière mondiale;

  (4) certaines répercussions de la mondialisation.

FACTEURS QUI FAVORISENT LES INVESTISSEMENTS MINIERS CANADIENS

Quelques facteurs contribuant à placer le Canada au premier rang des pays qui exploitent et qui financent des mines

- Gamme étendue de compétences et d'expertises
- Réglementation canadienne
- Connaissance du potentiel minéral à l'étranger

QUELQUES FACTEURS CONTRIBUANT À PLACER LE CANADA AU PREMIER RANG DES PAYS QUI EXPLOITENT ET QUI FINANCENT DES MINES

La place dominante qu'occupe le Canada dans l'exploitation minière et le financement des projets miniers ont été rendus possibles grâce à l'assise solide qui existe au pays dans ces domaines.

- En premier lieu, il existe au Canada un grand nombre de personnes qui possèdent de l'expérience et une expertise en géologie, géophysique, géochimie, génie, production minière, droit, fiscalité et finances.

- Toutes ces compétences et une législation stable, notamment dans les domaines des valeurs mobilières et de l'impôt, favorisent l'industrie.

- Le Canada a la capacité de gérer et d'organiser les investissements et la croissance économique basés sur les minéraux.

- Au Canada, il est relativement facile et peu coûteux pour les sociétés d'acquérir des terres appartenant à l'État en vue d'y réaliser des travaux d'exploration.

- Le régime juridique canadien a mis en place un équilibre des pouvoirs qui est propice à la mobilisation de capitaux de risque. La capacité des personnes ou des sociétés d'obtenir des droits miniers et de tirer parti de la valeur que représentent ces droits est au coeur du régime canadien.

- La capacité d'acheter et de vendre des propriétés minières et, par conséquent, de transférer leur valeur, assure une liquidité qui est essentielle à la prise de risques.

- Le concept des actions entiercées et d'autres aspects de la réglementation des valeurs mobilières jouent un grand rôle dans la protection des investisseurs, tout en permettant la création de petites sociétés minières.

- Fait non moins important, de grandes sociétés canadiennes exercent leurs activités à l'extérieur du pays, depuis longtemps. De plus, les Canadiens ont acquis une connaissance du potentiel minéral ailleurs dans le monde et ce, dans toutes les facettes de l'industrie.

Règles fiscales facilitant les investissements canadiens à l'étranger

- Déductibilité des intérêts
- Rapatriement non imposable des revenus des sociétés affiliées étrangères
- Déductibilité des dépenses d'exploration et de mise en valeur à l'étranger

RÈGLES FISCALES FACILITANT LES INVESTISSEMENTS CANADIENS À L'ÉTRANGER

Un certain nombre de règles fiscales canadiennes facilitent les investissements canadiens à l'étranger.

- Les règlements canadiens permettent de déduire les intérêts accumulés sur les emprunts effectués au Canada ou à l'étranger pour investir dans des sociétés affiliées étrangères, alors que les dividendes versés à des sociétés connexes sont exonérés de l'impôt canadien sur le revenu.

- Les profits réalisés par les sociétés affiliées qui oeuvrent dans un pays avec lequel le Canada a conclu un traité de fiscalité peuvent être rapatriés sans être imposés.

- Les sociétés canadiennes qui investissent directement dans des projets miniers à l'étranger et engagent des dépenses d'exploration et de mise en valeur peuvent déduire, selon certaines conditions, jusqu'à 100 % de ces dépenses.

- Les lois canadiennes permettent de réunir les dépenses d'exploration et de mise en valeur, plutôt que de présenter un état de compte par propriété ou par pays. Par conséquent, il est possible de mettre à l'abri de l'impôt canadien les recettes de la vente de propriétés étrangères en utilisant la somme totale des dépenses non déduites pour des travaux d'exploration et de mise en valeur à l'étranger.

Règles fiscales favorisant les investissements étrangers au Canada

- Aucune restriction sur les devises étrangères ou sur le rapatriement des profits réalisés au Canada
- La constitution d'une entreprise directement liée à des activités minières donne droit à des stimulants fiscaux canadiens
- Rapatriement non imposable du capital-actions
- Taux des retenues d'impôt faibles et à la baisse

RÈGLES FISCALES FAVORISANT LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU CANADA

Les règles fiscales canadiennes favorisent également les mouvements de fonds vers le Canada.

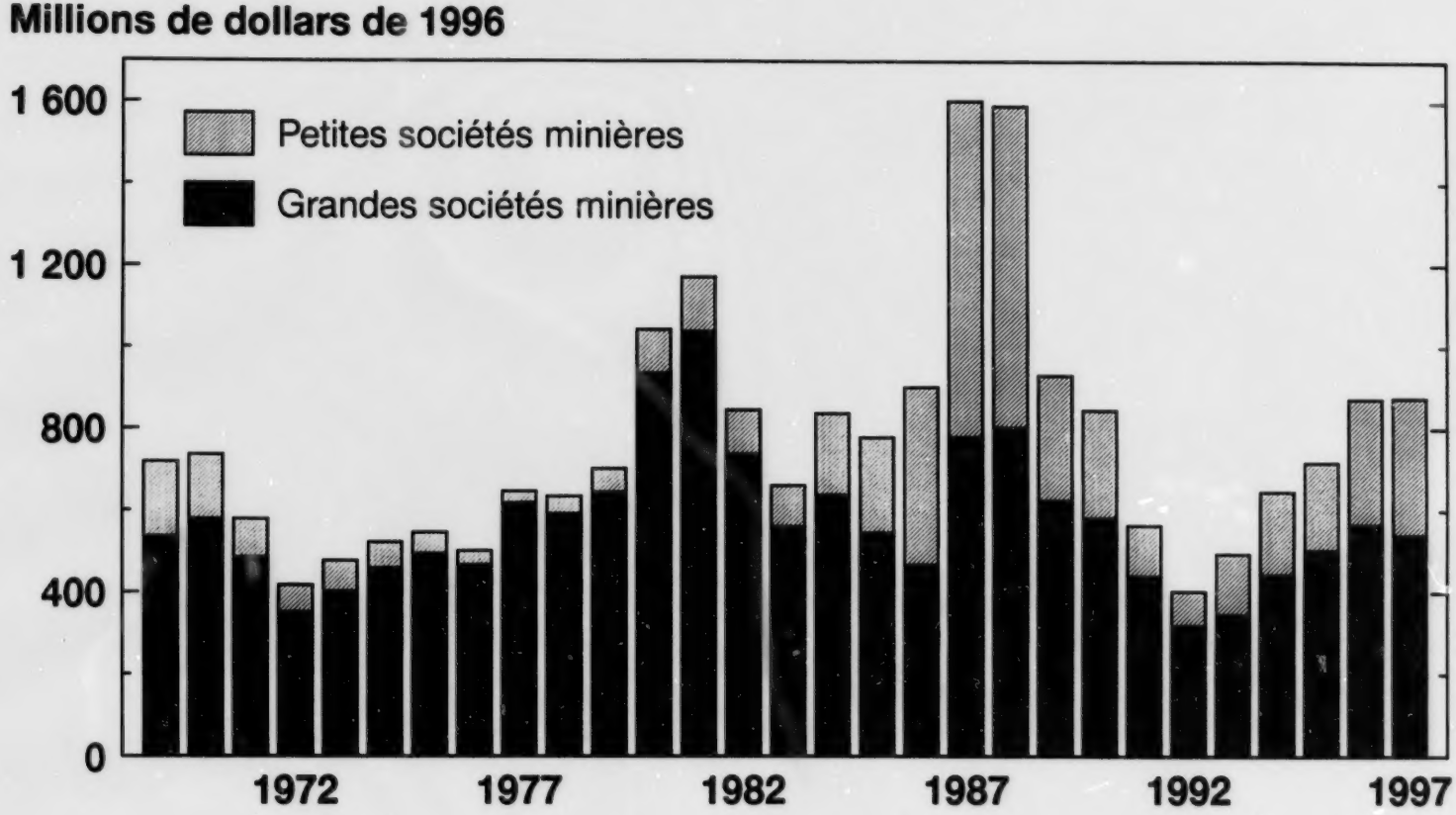
- Au Canada, les devises étrangères ne font pas l'objet d'aucune mesure de contrôle; aucune restriction n'est imposée sur les emprunts à l'étranger ni sur le paiement des dividendes, des profits, des intérêts ou des redevances provenant du Canada.

- Les investisseurs étrangers peuvent avoir accès à des stimulants fiscaux canadiens en constituant une société exploitant une entreprise principale et en faisant en sorte que cette société soit directement liée à des activités minières au Canada.

- Sous certaines conditions et dans la mesure où ils n'excèdent pas les fonds investis, les paiements de sociétés canadiennes par des sociétés affiliées étrangères ne sont pas considérés comme des profits aux fins de l'impôt sur le revenu.

- Enfin, le Canada s'occupe activement à atteindre un objectif mondial de l'Organisation de coopération et de développement économiques, soit celui de réduire les taux des retenues d'impôt, et il est partie à des conventions fiscales avec de nombreux pays qui permettent aux investisseurs étrangers de rapatrier les profits réalisés au Canada, sans retenues d'impôt en moyennant des retenues faibles.

Dépenses d'exploration au Canada



Source : Ressources naturelles Canada, à partir du Relevé fédéral-provincial auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

Remarque : Les données pour 1996 sont provisoires; celles pour 1997 constituent les intentions des sociétés.

DÉPENSES D'EXPLORATION AU CANADA

Les actions accréditives que le régime fiscal canadien est le seul à prévoir ont provoqué une accélération notable de la mondialisation des petites sociétés minières canadiennes.

- En 1954, le gouvernement canadien a inclus dans son régime fiscal des actions accréditives qui permettent de transférer des déductions d'impôt entre des sociétés dans le but de les aider à financer leurs projets au Canada.

- Après le budget fédéral d'avril 1983, les investisseurs ont pu déduire les dépenses d'exploration (et les déductions pour épuisement connexes) de tout revenu. Auparavant, ces déductions n'étaient possibles que sur les revenus tirés des ressources.

- En conséquence, les investissements par des particuliers dans des activités d'exploration ont commencé à augmenter considérablement.

- À partir de 1983-1984, le financement par actions accréditives a doublé chaque année au Canada de telle sorte qu'en 1987, plus de un milliard de dollars (dollars de 1996) en actions accréditives ont servi à financer l'exploration minérale au Canada.

- Le krach boursier d'octobre 1987 et la réforme fiscale qui a suivi (entreprise au Canada après celle quelque peu inattendue et rapidement appliquée aux États-Unis) ont mis un frein à un grand nombre de projets d'exploration au Canada.

- Un programme de stimulation de l'exploration minière a ensuite été mis en oeuvre pendant une courte période au Canada. Entré en vigueur le 1er janvier 1989, il a été aboli en 1990.

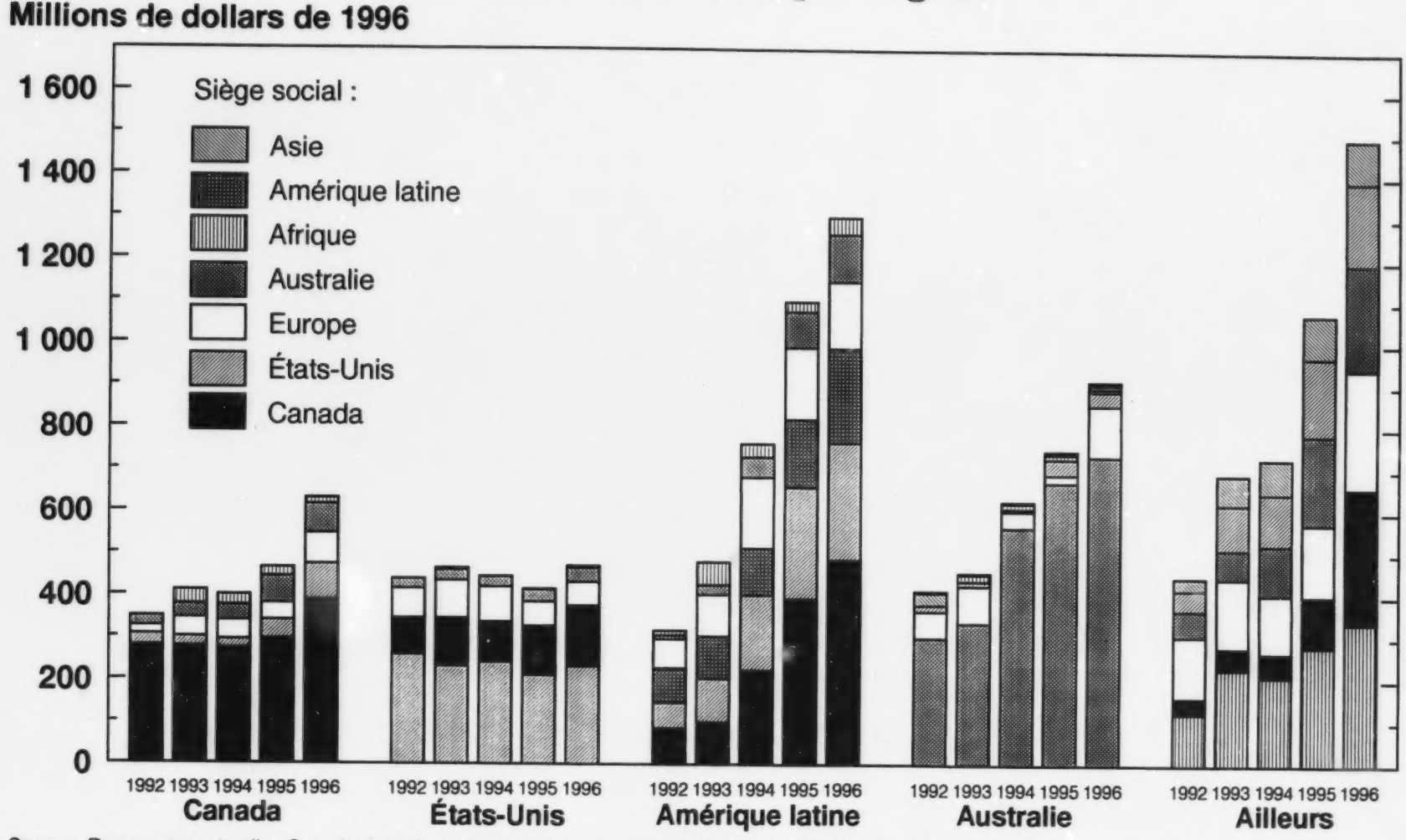
- Toutefois, en 1996, plus de 150 millions de dollars en actions accréditives devaient, selon les prévisions, être réunis au Canada.

- Les actions accréditives ont eu deux effets importants qui se rapportent au thème de la présente conférence : (1) de nombreuses petites sociétés minières ont été créées au pays grâce aux fortes sommes ainsi réunies et (2) de nombreux professionnels expérimentés ont quitté les grandes sociétés minières pour se joindre à ces nouvelles entreprises.

- À la fin des années 80 et au début des années 90, le climat d'investissement s'est amélioré dans de nombreux pays en développement et les spécialistes canadiens de l'exploration travaillant pour de petites sociétés minières canadiennes ont pu saisir les possibilités qui se sont multipliées dans le monde entier dans les secteurs de l'exploration et de la mise en valeur.

MONDIALISATION
DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CANADIENNE

Budgets d'exploration des grandes sociétés minières à l'échelle mondiale, par région



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données recueillies par Metals Economics Group, Halifax.

Remarque : «Grande société minière» désigne une société qui prévoit dépenser au moins quatre millions de dollars (trois millions de dollars américains) par année à des activités d'exploration.

BUDGETS D'EXPLORATION DES GRANDES SOCIÉTÉS MINIÈRES À L'ÉCHELLE MONDIALE, PAR RÉGION

Le Canada est devenu le chef de file mondial dans l'exploration minérale.

- Selon les prévisions, les 94 grandes sociétés minières canadiennes (celles qui projetaient de dépenser plus de quatre millions de dollars à des activités d'exploration) devaient consacrer, en 1996, une somme totale de quelque 1,3 milliard de dollars à des activités d'exploration minérale tant au Canada qu'ailleurs dans le monde. Ce chiffre exclut les sommes que les centaines de petites sociétés minières canadiennes dépensent chaque année à cette fin, soit moins de quatre millions individuellement. Il est prévu que, globalement, les petites sociétés minières auront investi en 1996 plus de 300 millions de dollars dans des travaux d'exploration au Canada et qu'elles auront engagé des dépenses importantes dans ce secteur à l'extérieur du pays.

- En 1996, les grandes sociétés minières canadiennes envisageaient de dépenser au moins 958 millions de dollars à des activités d'exploration à l'extérieur du pays.

- Cette somme représente 70 % de leur budget d'exploration à l'échelle mondiale, ce qui constitue une augmentation de 40 % par rapport à 1992.

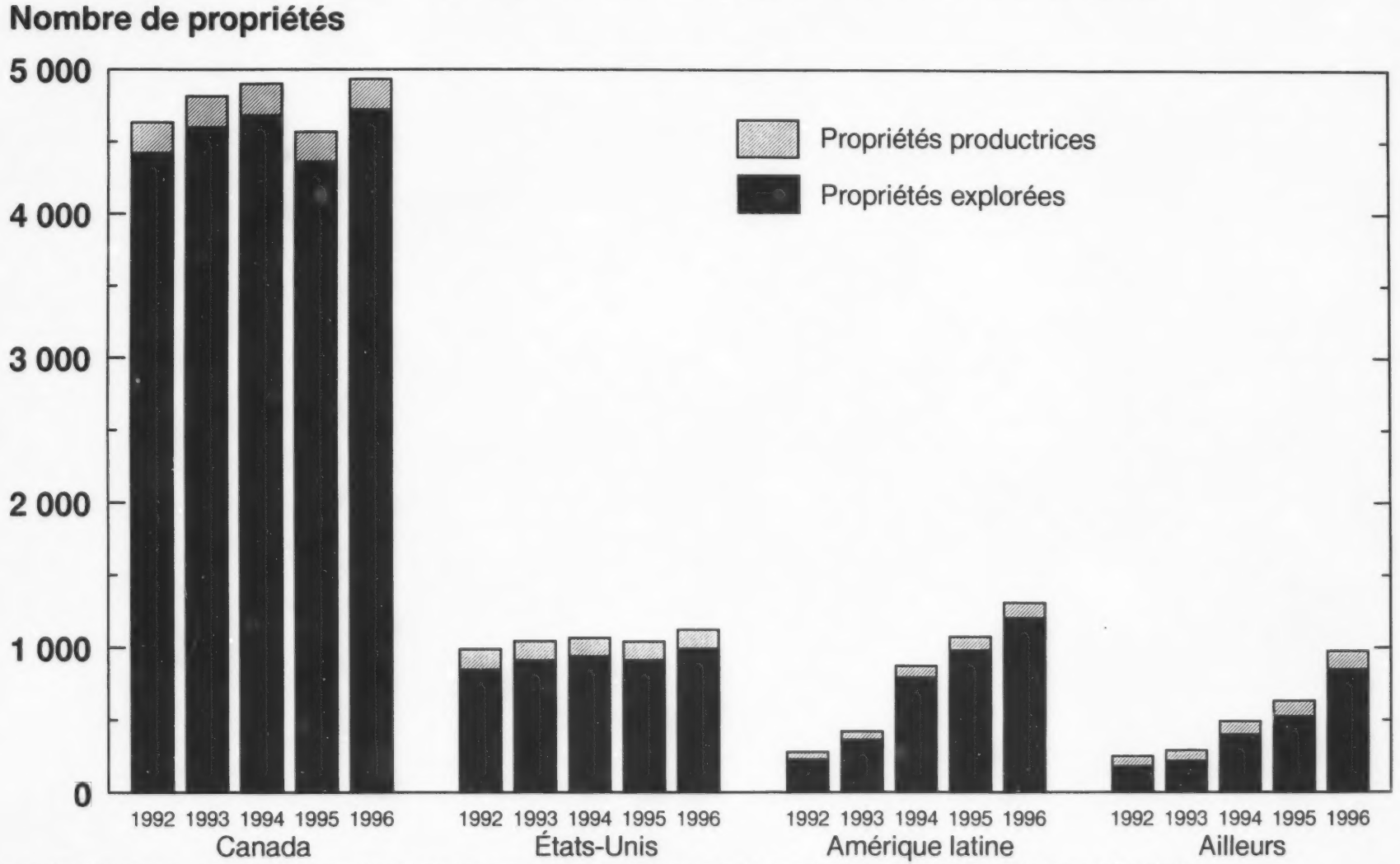
- Toujours d'après les prévisions, ces grandes sociétés minières canadiennes auraient réalisé en 1996 presque 30 % des programmes d'exploration prévus par les grandes sociétés dans le monde, ce qui représente la principale part de ces programmes à l'échelle mondiale.

- Au cours des cinq dernières années, le total des budgets annuels des grandes sociétés minières canadiennes dans le domaine d'exploration à l'étranger a augmenté au taux composé annuel moyen de 45 %.

- Les sociétés canadiennes sont celles qui effectuent le plus grand nombre de travaux d'exploration au Canada et en Amérique latine et leur part est importante aux États-Unis, en Afrique, dans l'Asie du Sud-Est et dans d'autres pays.

Portefeuille mondial de propriétés minières canadiennes

Sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de la banque de données Min-Met Canada, Robertson Info-Data Inc.
Permission d'utilisation obtenue.

PORTEFEUILLE MONDIAL DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES

Après la récession du début des années 90, les sociétés minières canadiennes ont connu un essor dans toutes les régions du monde.

- Au début de 1997, des sociétés canadiennes de toutes tailles possédaient des intérêts dans quelque 3400 propriétés minières à l'étranger et ces propriétés étaient réparties à l'échelle mondiale.

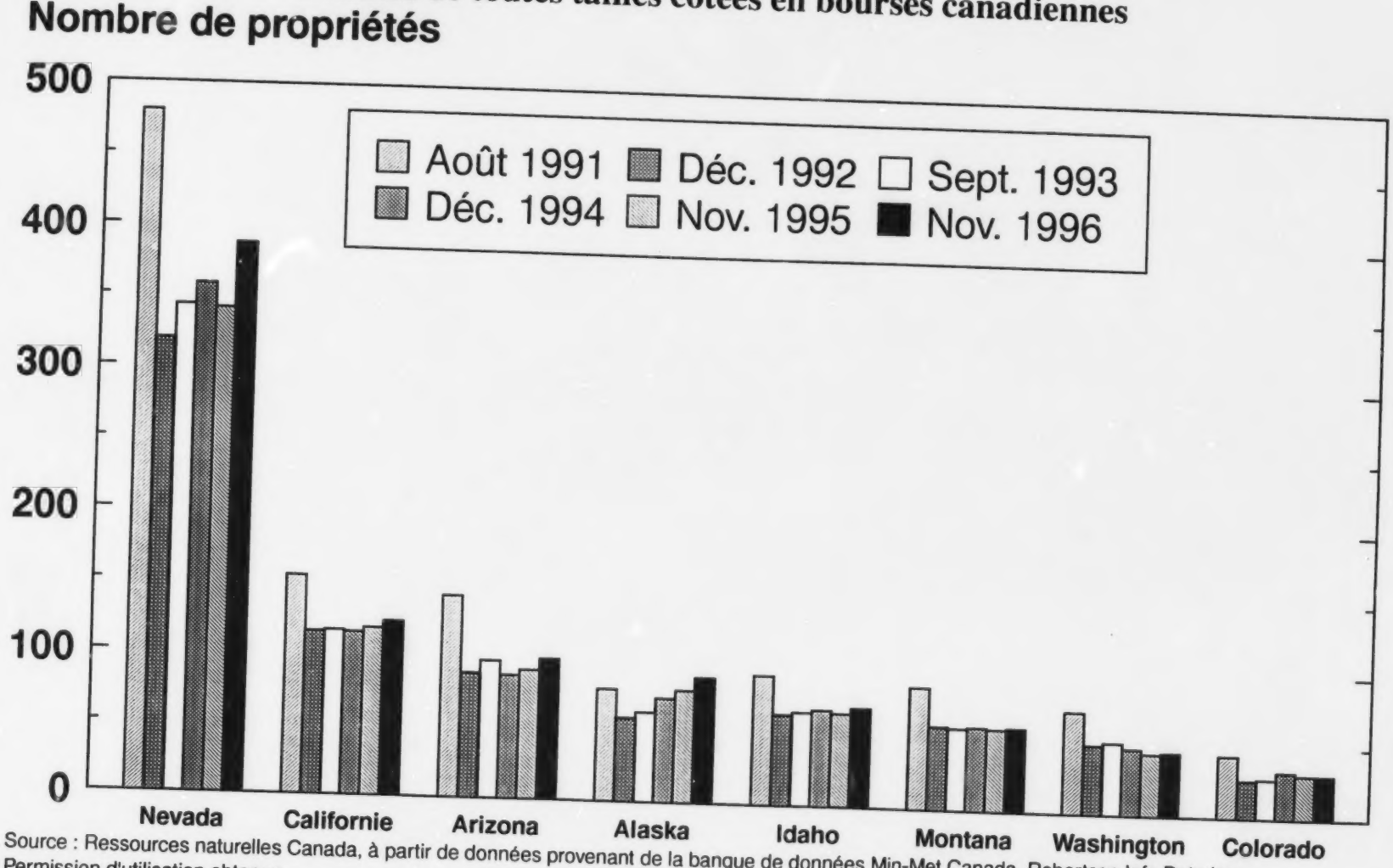
- En 1996, le portefeuille de propriétés minières détenues par des sociétés canadiennes à l'étranger s'est accru de 650 propriétés.

- Environ 90 % des propriétés minières canadiennes à l'étranger en sont à l'étape de l'exploration.

- Depuis le début des années 90, le taux composé annuel moyen de la croissance des acquisitions de propriétés minières à l'étranger par des sociétés canadiennes a dépassé 20 %.

- En conséquence, les sociétés canadiennes sont maintenant actives dans plus de 100 pays.

Portefeuille de propriétés minières canadiennes aux États-Unis
États où sont situées 80 % des propriétés canadiennes
Sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de la banque de données Min-Met Canada, Robertson Info-Data Inc.
Permission d'utilisation obtenue.

PORTEFEUILLE DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES AUX ÉTATS-UNIS

Avant la ruée vers l'exploration dont a fait l'objet l'Amérique latine au début des années 90, les États-Unis avaient été, pendant de nombreuses années, le point de mire des sociétés minières canadiennes.

- Même si les États-Unis ont maintenant été éclipsés par l'Amérique latine, plus de 400 sociétés minières canadiennes exercent leurs activités d'exploration dans 34 des 50 États américains.

- En 1996, les grandes sociétés canadiennes prévoyaient dépenser plus de 140 millions de dollars en travaux d'exploration aux États-Unis.

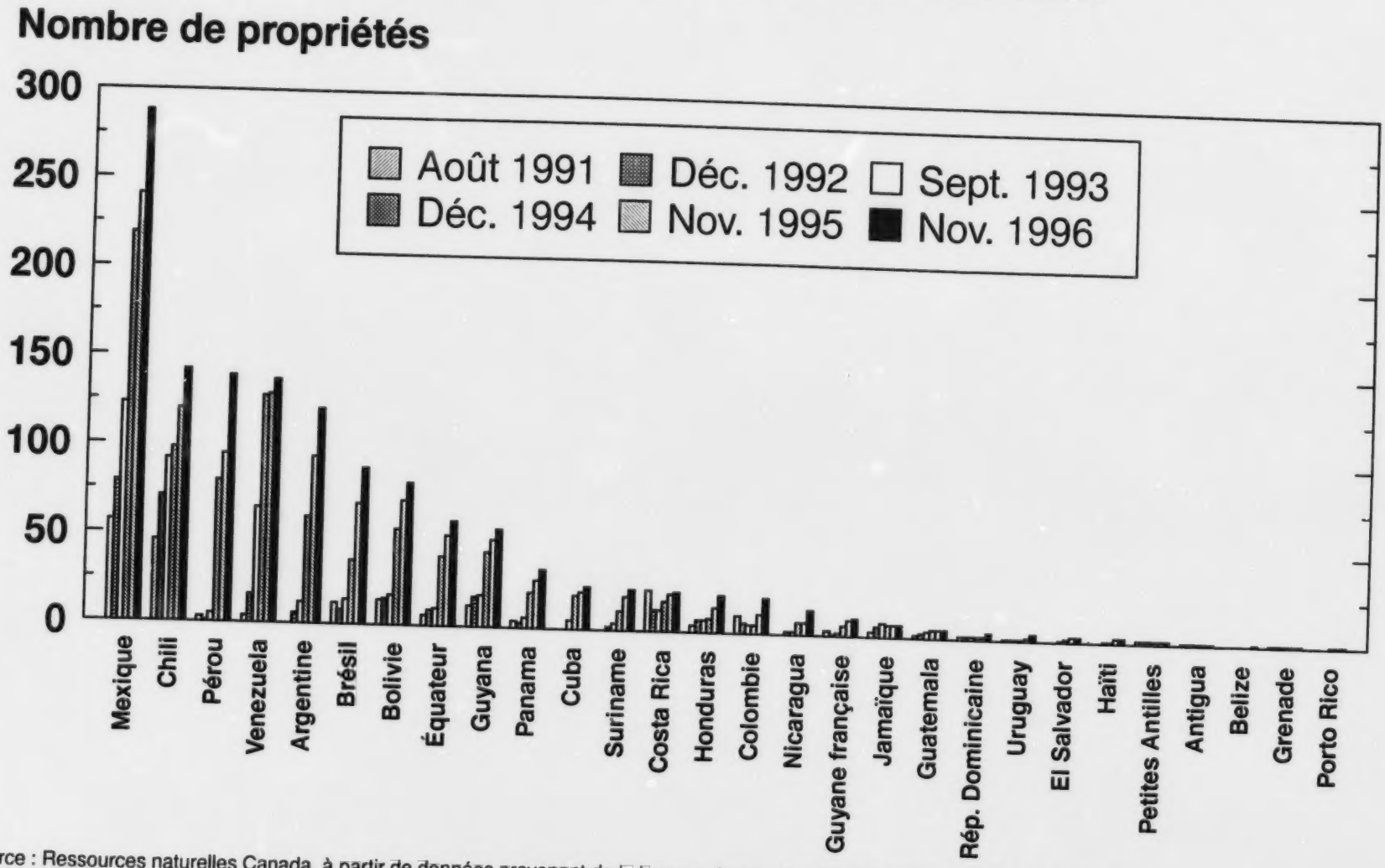
- Les budgets des sociétés canadiennes représentent plus de 30 % des programmes d'exploration menés aux États-Unis par les grandes sociétés, qu'elles soient du pays ou d'ailleurs.

- Les Canadiens détiennent actuellement quelque 1100 propriétés minières aux États-Unis, ce qui équivaut au tiers environ de toutes les propriétés leur appartenant à l'étranger.

- La majeure partie des projets des sociétés canadiennes sont principalement situés dans les États de l'ouest des États-Unis, soit au Nevada, en Californie, en Arizona, en Alaska, en Idaho, au Montana, dans l'État de Washington, au Colorado et dans l'Utah.

- À lui seul, le Nevada compte plus du tiers des propriétés canadiennes aux États-Unis. Carlin et d'autres zones aurifères constituent le centre nerveux de l'activité.

Portefeuille de propriétés minières canadiennes en Amérique latine et dans les Caraïbes
Sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de la banque de données Min-Met Canada, Robertson Info-Data Inc.
Permission d'utilisation obtenue.

PORTEFEUILLE DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Les sociétés canadiennes réalisent plus de 35 % des programmes d'exploration entrepris par les grandes sociétés minières en Amérique latine, soit de loin la plus large part dans cette région du monde.

- Il est prévu qu'en 1996, les grandes sociétés canadiennes auront dépensé près de 490 millions de dollars à des activités d'exploration en Amérique latine et dans les Caraïbes.

- En Amérique latine, les budgets d'exploration des sociétés canadiennes se sont accrus à un taux composé annuel moyen de plus de 50 % entre 1992 et 1996.

- À la fin de 1996, au moins 260 sociétés minières canadiennes oeuvraient en Amérique du Sud, 120 au Mexique, et 90 en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

- En 1996, le nombre de propriétés minières détenues par des sociétés canadiennes en Amérique latine a dépassé, pour la première fois, le nombre de propriétés qu'elles possèdent aux États-Unis.

- Les Canadiens détenaient plus de 850 propriétés en Amérique du Sud, 280 au Mexique, et 140 en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

- Des sociétés canadiennes prévoyaient mettre en oeuvre des programmes d'exploration, parmi les plus vastes du monde, dans plusieurs pays d'Amérique latine et dans les Caraïbes : Barrick Gold Corporation au Chili, Bolivar Goldfields Ltd. en Colombie, Placer Dome Inc. au Costa Rica, Ressources KWG Inc. à Cuba et en Haïti, Eldorado Gold Mines Inc. dans la République Dominicaine, Greenstone Resources Ltd. au Honduras, Triton Mining Corporation au Nicaragua, Corporation Teck au Panama, Cambior inc. au Suriname et Rea Gold Corporation en Uruguay.

- Dans cette région, le Mexique continue d'être le pays qui attire le plus les sociétés canadiennes.

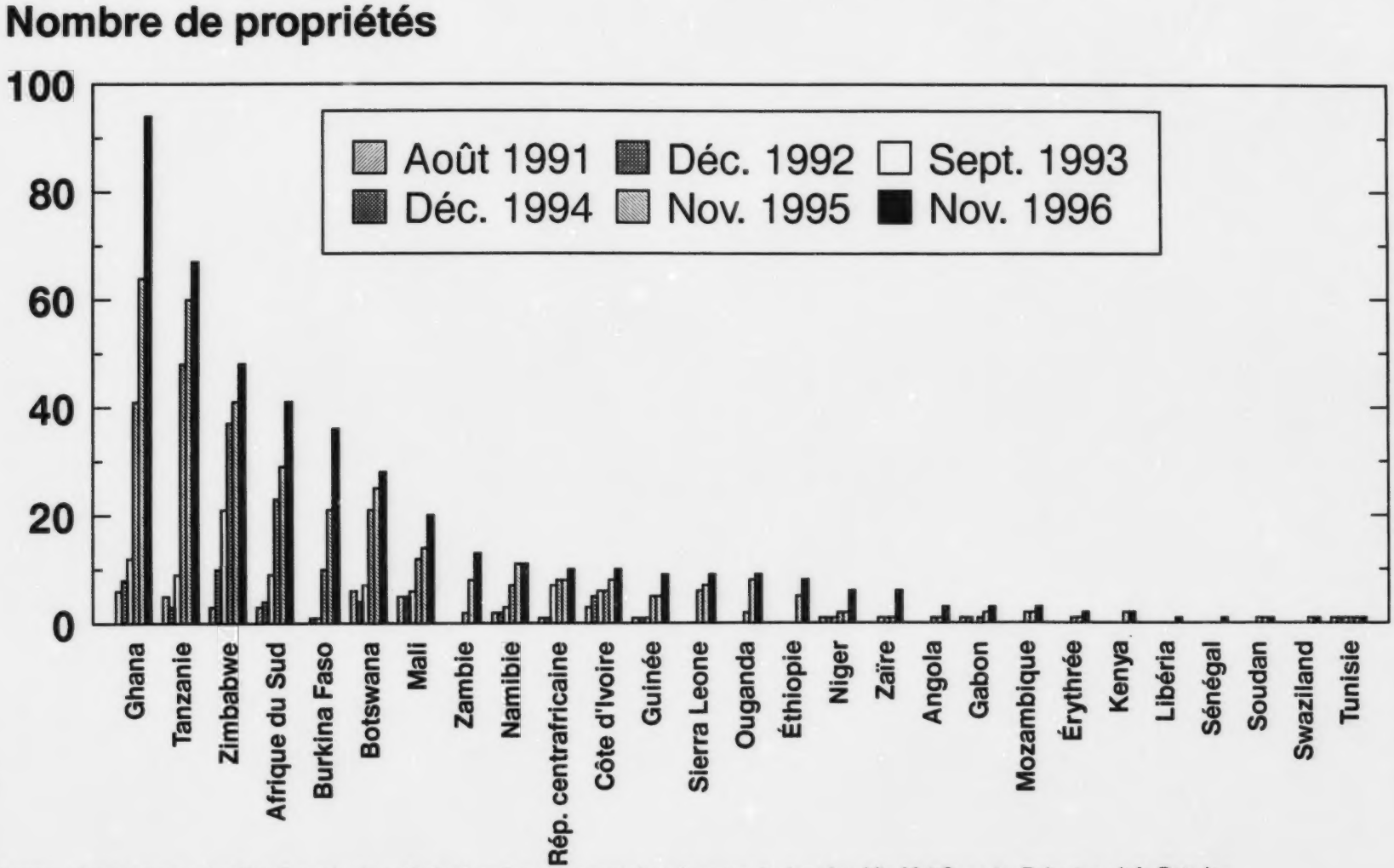
- En 1996, les grandes sociétés canadiennes projetaient de dépenser plus de 70 millions de dollars à des activités d'exploration au Mexique, ce qui représentait 40 % environ des programmes envisagés par toutes les sociétés oeuvrant dans ce pays.

- À elles seules, Farallon Resources Ltd. et la Corporation Teck prévoyaient dépenser plus de 25 millions de dollars dans ce pays.

- À la fin de 1994, au dernier comptage, les sociétés canadiennes étaient présentes dans au moins la moitié des 31 États mexicains.

Portefeuille de propriétés minières canadiennes en Afrique

Sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de la banque de données Min-Met Canada, Robertson Info-Data Inc.
Permission d'utilisation obtenue.

PORTEFEUILLE DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES EN AFRIQUE

Entre 1992 et 1996, le nombre de propriétés détenues par les sociétés canadiennes en Afrique a augmenté au taux composé annuel moyen de 75 %.

- En 1996, les grandes sociétés canadiennes se proposaient de dépenser plus de 110 millions de dollars à des activités d'exploration en Afrique.

- Cette somme représente le double de ce qu'elles avaient prévu dans les budgets de 1995 et quelque 20 % de tous les programmes d'exploration mis en oeuvre en Afrique par les grandes sociétés.

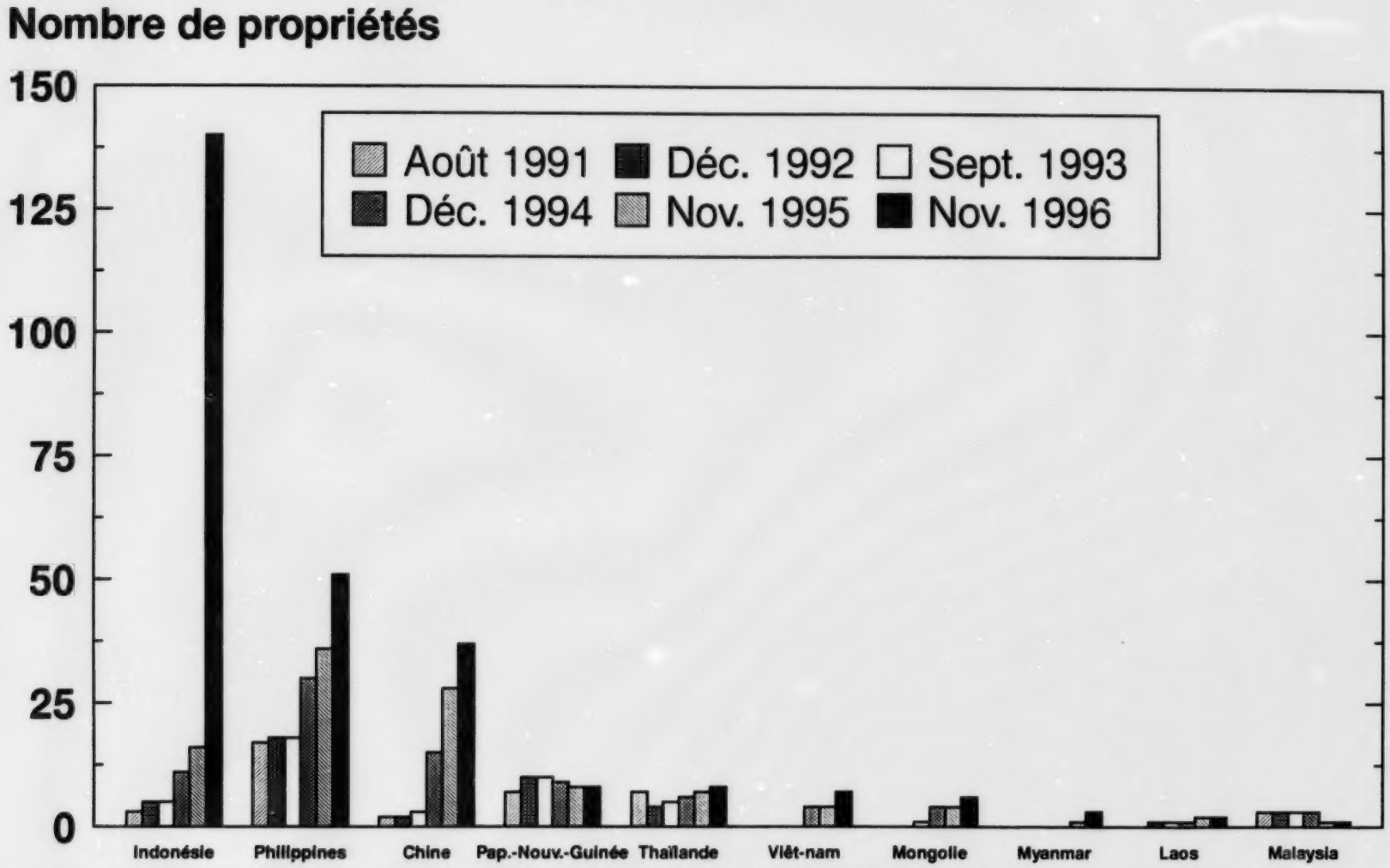
- À la fin de 1996, plus de 170 sociétés minières canadiennes détenaient des intérêts dans plus de 440 propriétés minières réparties dans 27 pays africains.

- Les sociétés canadiennes détenaient près de 100 propriétés au Ghana, presque 70 en Tanzanie, au moins 40 en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Burkina Faso, au moins 20 au Botswana et autant au Mali.

- Au moins 15 sociétés canadiennes prévoyaient entreprendre en Afrique des programmes d'exploration évalués chacun à un million de dollars ou plus. Leurs principales cibles étaient des pays de l'Afrique de l'Ouest, la Tanzanie et le Zimbabwe.

Portefeuille de propriétés minières canadiennes en Asie

Sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de la banque de données Min-Met Canada, Robertson Info-Data Inc.
Permission d'utilisation obtenue.

PORTEFEUILLE DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES EN ASIE

Récemment, les sociétés canadiennes ont été à l'origine d'une ruée vers l'exploration dans l'Asie du Sud-Est.

- À la fin de 1996, quelque 150 sociétés canadiennes menaient des activités d'exploration dans 8 pays de l'Asie du Sud-Est ou en Chine.

- En 1996, les sociétés canadiennes détenaient des intérêts dans près de 270 propriétés minières dans la région. Leur portefeuille se composait de 110 propriétés en 1995. Il s'agit donc d'une progression spectaculaire pour une seule année.

- Les grandes sociétés canadiennes projetaient de dépenser au moins 120 millions de dollars en activités d'exploration dans cette région en 1996, ce qui correspond à quelque 30 % de tous les programmes d'exploration qui y sont réalisés.

- À la fin de 1996, une centaine de sociétés canadiennes poursuivaient des travaux en Indonésie, comparativement à une douzaine l'année précédente. Elles détenaient des intérêts dans 140 propriétés de ce pays, alors que leur portefeuille ne comportait même pas 20 propriétés un an plus tôt.

- En Indonésie, les grandes sociétés canadiennes se proposaient de dépenser 90 millions de dollars en 1996.

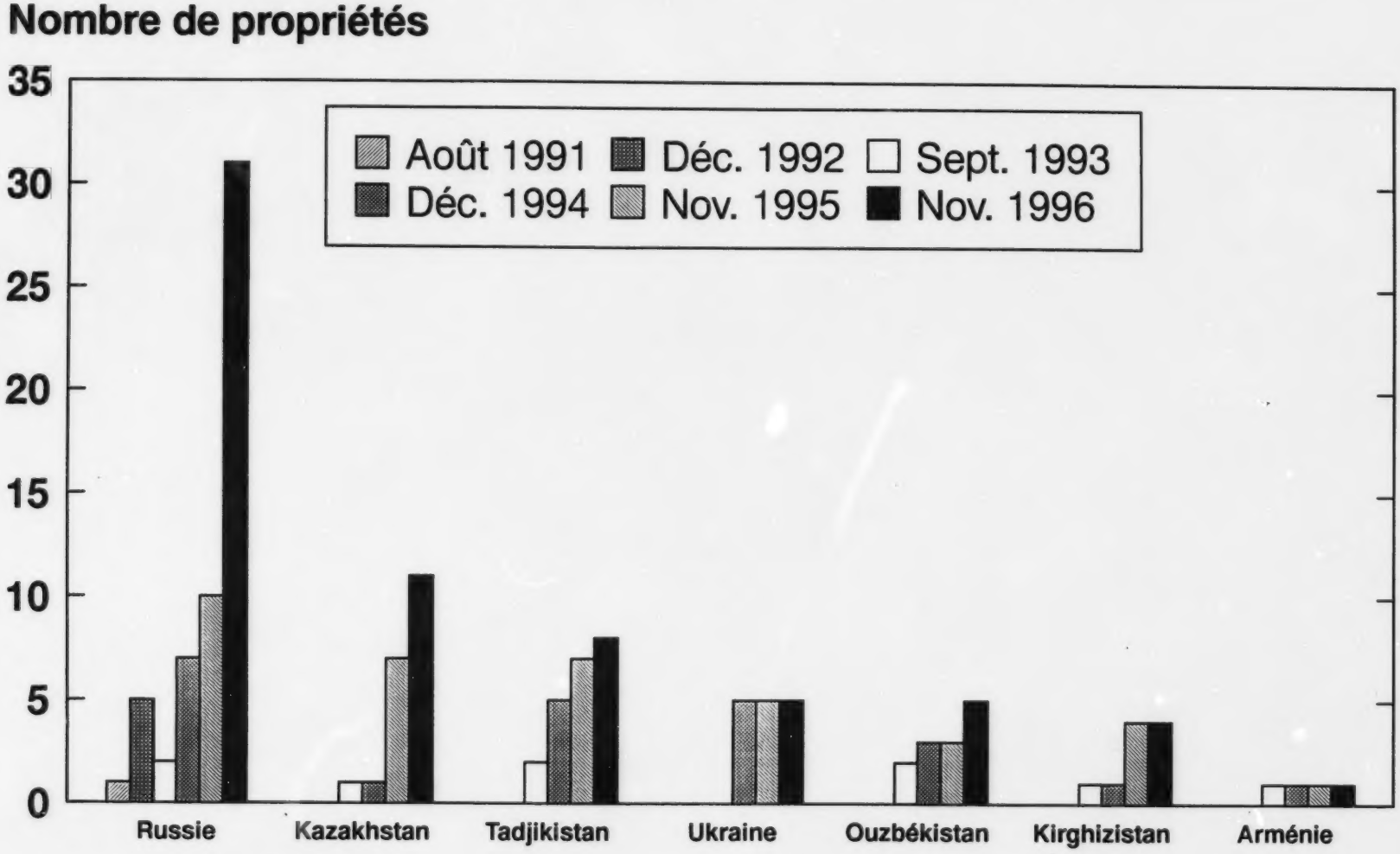
- Les Philippines continuent d'attirer les sociétés canadiennes et, à la fin de 1996, plus de 20 d'entre elles y travaillaient et y détenaient des intérêts dans 50 propriétés minières.

- La Chine retient de plus en plus l'intérêt des sociétés canadiennes. À la fin de 1996, quelque 20 sociétés canadiennes détenaient des intérêts dans presque 40 propriétés minières de ce pays.

- La majorité des projets canadiens en Chine ont trait à l'or.

Portefeuille de propriétés minières canadiennes dans l'ex-U.R.S.S.

Sociétés de toutes tailles cotées en bourses canadiennes



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de la banque de données Min-Met Canada, Robertson Info-Data Inc.
Permission d'utilisation obtenue.

PORTEFEUILLE DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES DANS L'EX-U.R.S.S.

Au cours des dernières années, une croissance notable a été observée dans la participation des sociétés canadiennes aux possibilités minières dans les pays de l'ex-U.R.S.S.

- Les grandes sociétés canadiennes prévoyaient dépenser au moins 45 millions de dollars à des activités d'exploration dans l'ex-U.R.S.S. en 1996, donc réaliser environ 40 % des activités d'exploration dans cette région.

- À la fin de 1996, plus de 40 sociétés canadiennes détenaient des intérêts dans 75 propriétés minières de 7 pays de l'ex-U.R.S.S.

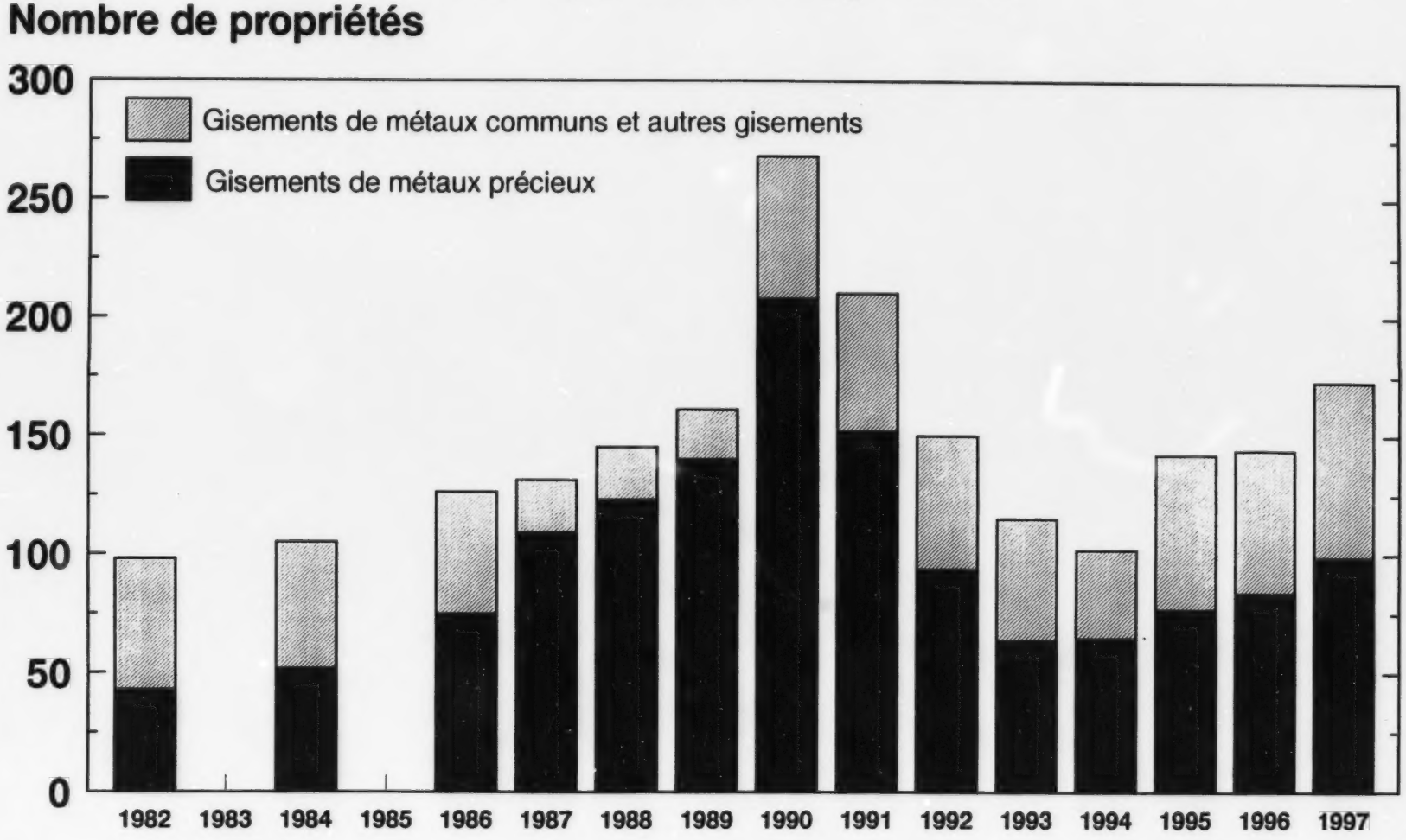
- La stratégie de la plupart des sociétés canadiennes semble être, du moins actuellement, de concentrer leurs activités dans un seul pays.

- La Russie semble être de loin la région de l'ex-U.R.S.S. où les sociétés canadiennes sont les plus actives.

- En Russie, le nombre de propriétés minières que possèdent les sociétés canadiennes a triplé en 1996 pour s'établir à 30. Au moins une douzaine de sociétés canadiennes exercent maintenant leurs activités en Russie.

- L'or et, dans une moindre mesure, les diamants sont les principales cibles d'exploration des sociétés canadiennes dans ce pays.

Gisements faisant l'objet d'une évaluation au Canada, au 1er janvier de chaque année



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de rapports produits par les sociétés.

GISEMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION AU CANADA

Les sociétés canadiennes ont accru leurs activités d'exploration non seulement à l'étranger, mais également au Canada.

- En 1996, les dépenses d'exploration au Canada ont atteint 873 millions de dollars.

- Ce chiffre tient compte des dépenses de toutes les sociétés oeuvrant au pays, dont les centaines de petites sociétés canadiennes.

- En 1996, les grandes sociétés minières prévoyaient consacrer plus de 630 millions de dollars à des activités d'exploration au Canada. Cette somme représente quelque 13 % de tous les programmes qu'elles devaient entreprendre à l'échelle mondiale et 70 % de toutes les activités d'exploration réalisées au Canada.

- Il est important de noter que la mondialisation ne se limite pas aux pays en développement. En fait, les multinationales sont en train d'étendre leur portefeuillle de propriétés minières à toutes les régions du monde, notamment au Canada. En 1996, les grandes sociétés étrangères ont accru leur budget d'exploration au Canada de près de 45 % par rapport à l'année précédente.

- En conséquence, les grandes multinationales étrangères devaient dépenser, selon les estimations, plus de 240 millions de dollars au Canada en 1996.

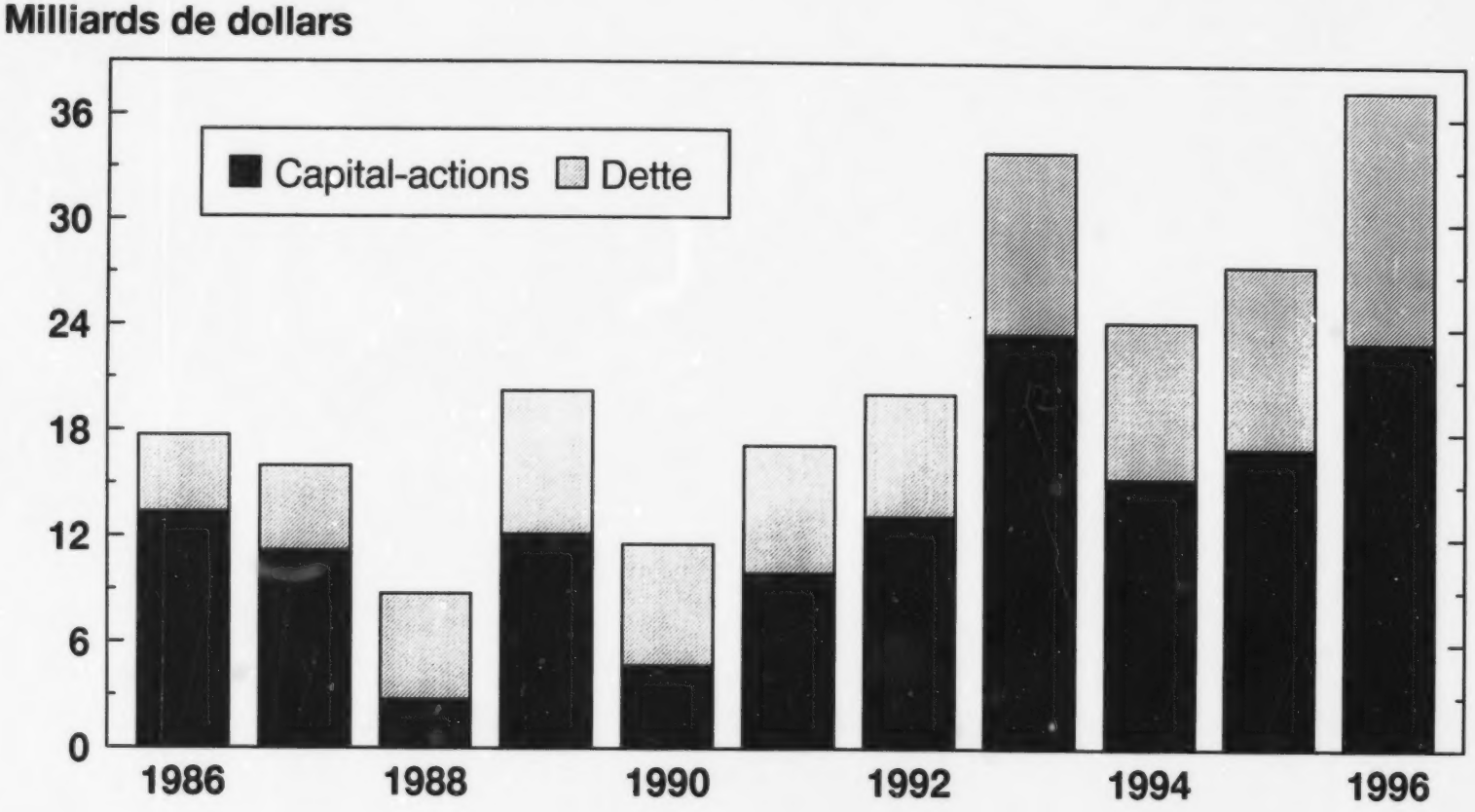
- De touts les projets mis en branle au Canada par une société étrangère, le plus connu est sans aucun doute la nouvelle mine de diamants de la société BHP Diamonds Inc. dans les Territoires du Nord-Ouest. De plus, le nombre de projets rendus à une étape de réalisation avancée a augmenté de façon appréciable au Canada en 1996.

- En effet, le Canada comptait au début de 1997 au moins 170 projets dans les domaines de l'or, des métaux communs et d'autres minéraux dont les aspects techniques et économiques étaient en cours d'évaluation afin que soit prise une décision en matière de production. De plus, les dépenses liées aux travaux de mise en valeur se sont accrues au Canada. C'est ainsi que, dans un avenir prévisible, plus de deux douzaines de nouvelles mines devraient commencer à produire au Canada chaque année.

- En gardant à l'esprit la mondialisation de l'industrie minière canadienne, penchons-nous maintenant sur le secteur financier canadien et sur le rôle qu'il joue pour que le Canada soit un chef de file de l'exploitation minière dans le monde.

FINANCEMENT D'ORIGINE CANADIENNE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE MONDIALE

Financement des sociétés par le biais des marchés canadiens des valeurs mobilières
Financement en devises canadiennes
Toutes les industries



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

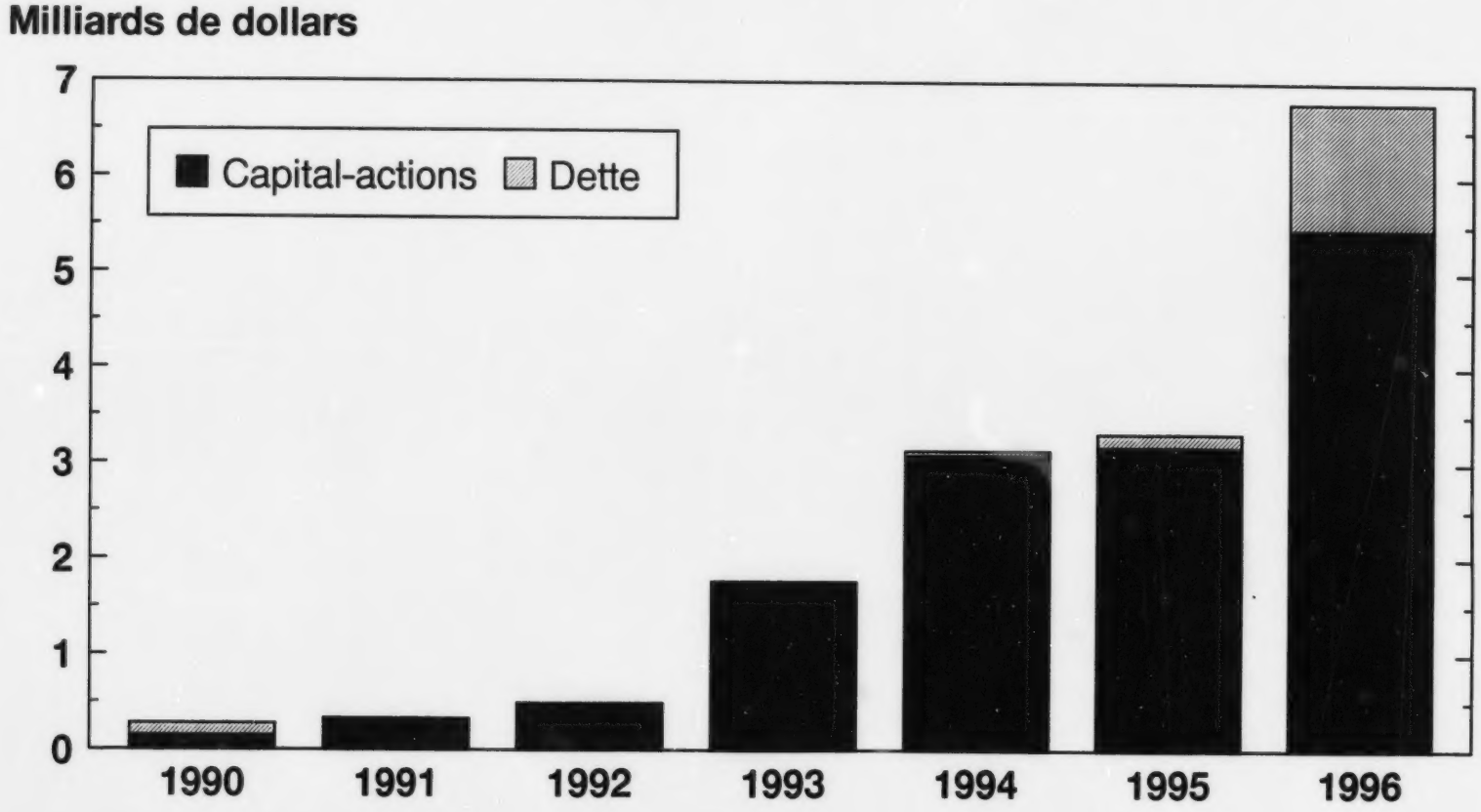
FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS PAR LE BIAIS DES MARCHÉS CANADIENS DES VALEURS MOBILIÈRES – FINANCEMENT EN DEVISES CANADIENNES – TOUTES LES INDUSTRIES

En réunissant d'importants fonds entre autres au Canada, le secteur financier canadien a facilité l'essor de l'industrie minière canadienne à l'étranger.

- En 1996, une somme record de 37 milliards en devises canadiennes a été réunie sur les marchés canadiens des valeurs mobilières pour financer des sociétés de tous genres.

- Le financement par capital-actions a compté pour plus de 60 % du financement total en devises canadiennes obtenu sur les marchés canadiens des valeurs mobilières, au cours de cette année.

Financement des sociétés par le biais des marchés canadiens des valeurs mobilières
Financement en devises canadiennes
Sociétés minières



Source : Ressources naturelles Canada, à partir de données provenant de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS PAR LE BIAIS DES MARCHÉS CANADIENS DES VALEURS MOBILIÈRES – FINANCEMENT EN DEVISES CANADIENNES – SOCIÉTÉS MINIÈRES

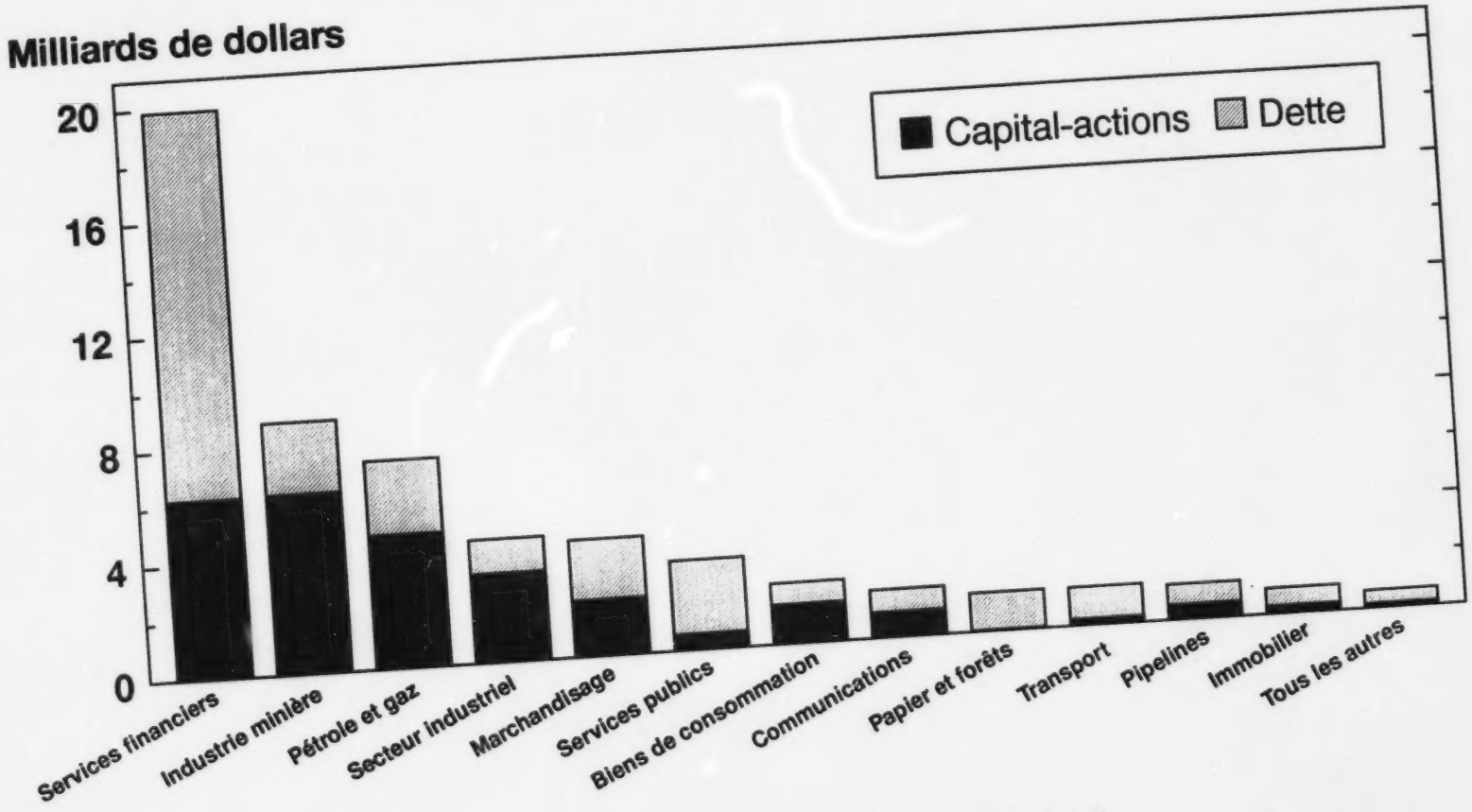
En 1996, près de sept milliards de dollars ont été réunis en devises canadiennes sur les marchés canadiens des valeurs mobilières pour financer les projets des sociétés minières canadiennes au pays et à l'étranger.

- C'était la première fois où une somme aussi élevée était réunie pour l'industrie minière.

- Les fonds réunis en devises canadiennes en 1996 pour financer des projets miniers comprenaient 5,5 milliards de dollars sous forme de capital-actions et 1,3 milliard de dollars sous forme d'emprunts.

- En 1996, le capital-actions vendu au Canada pour financer l'industrie minière a compté pour le quart environ de tout le capital-actions en devises canadiennes acheté au Canada; dans le cas des emprunts, cependant, la part de l'industrie minière a été inférieure à 5 %.

Financement des sociétés au Canada en 1996
Financement en devises canadiennes et en devises étrangères
57 milliards de dollars



Source : Ressources naturelles Canada, à partir du numéro du 25 janvier 1997 du *Financial Post*, page 23.
Remarque : «Services financiers» incluent les parts de fiducie pour d'autres industries, comme 480 millions de dollars pour le *Luscar Coal Income Fund*.

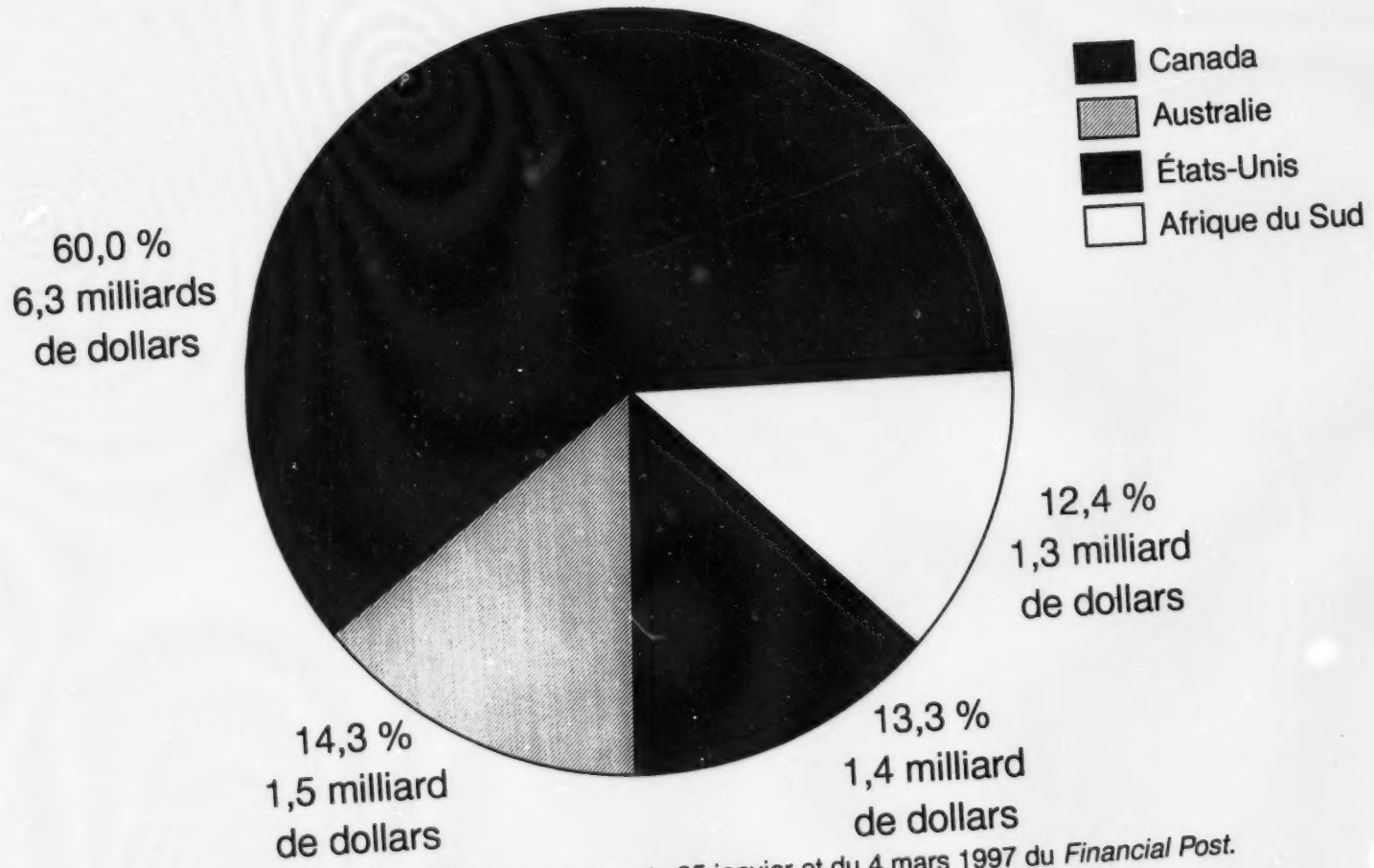
FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS AU CANADA EN 1996 – FINANCEMENT EN DEVISES CANADIENNES ET EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Dans le secteur industriel canadien, c'est pour l'industrie minière qu'a été réalisé le plus de financement en devises canadiennes et en devises étrangères.

- En 1996, le secteur financier canadien est le seul à avoir attiré plus de fonds que ne l'a fait l'industrie minière.

- Certains produits financiers, comme les parts de fiducie liées aux sociétés minières, sont attribués au secteur financier par le Financial Post DataGroup. Par conséquent, le montant réel du financement en devises canadiennes et en devises étrangères destiné à l'industrie minière a été plus élevé en 1996 que les 8,8 milliards de dollars indiqués ici.

Sources de financement par capital-actions des sociétés minières en 1996
10,5 milliards de dollars



Source : Ressources naturelles Canada, à partir des numéros du 25 janvier et du 4 mars 1997 du *Financial Post*.
Remarque : Les données pour le Royaume-Uni et les autres pays ne sont pas disponibles.

SOURCES DE FINANCEMENT PAR CAPITAL-ACTIONS DES SOCIÉTÉS MINIÈRES EN 1996

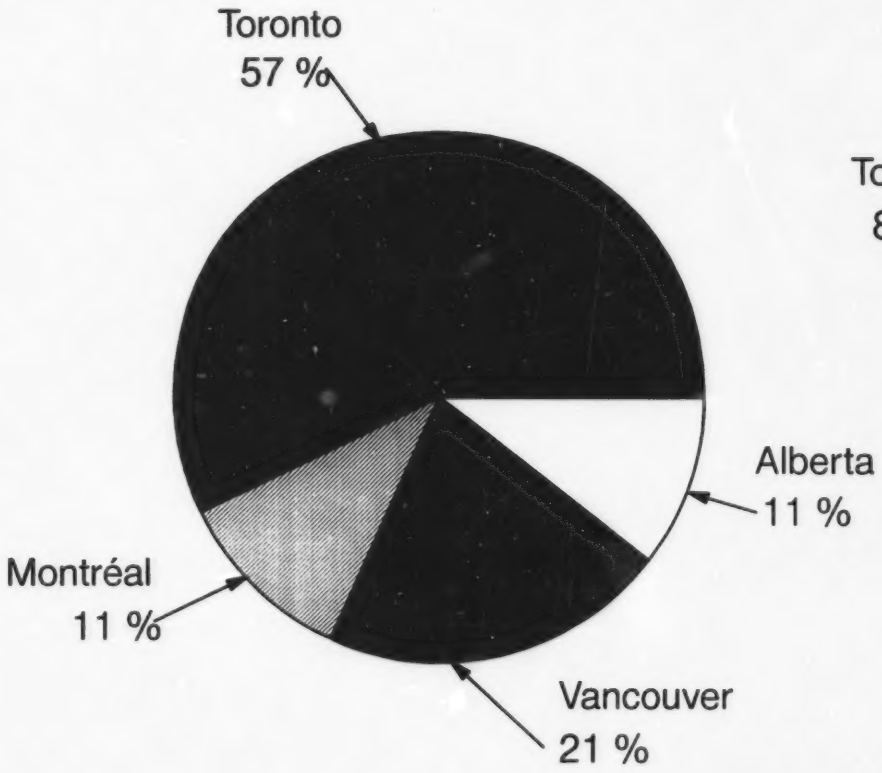
Les statistiques disponibles indiquent qu'en 1996, le financement par capital-actions de l'industrie minière a été plus élevé au Canada que dans tout autre grand pays minier.

- Le secteur financier canadien aurait réuni plus de fonds sous forme de capital-actions que ne l'ont fait à eux trois l'Australie, les États-Unis et l'Afrique du Sud.

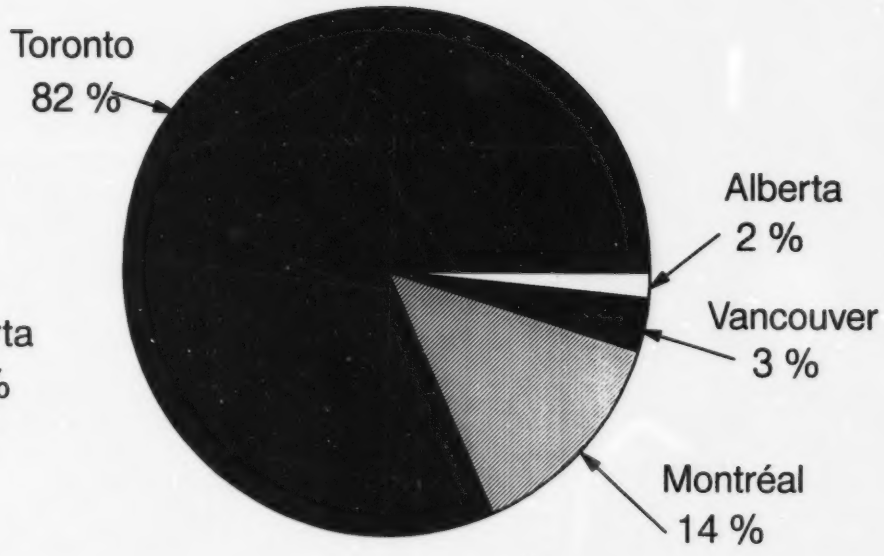
- En 1996, la vente de capital-actions aurait permis de réunir 1,5 milliard de dollars en Australie, 1,4 milliard à New York et 1,3 milliard en Afrique du Sud.

- En fait, depuis au moins le début des années 90, le Canada est probablement le pays où sont réunis le plus de fonds destinés à l'indusrie minière.

Volume et valeur des transactions sur les marchés boursiers canadiens en 1996



Volume : 39 milliards d'actions



Valeur : 369 milliards de dollars

Source : Ressources naturelles Canada, à partir du rapport annuel de l'*Alberta Stock Exchange*, 1996, page 3.

VOLUME ET VALEUR DES TRANSACTIONS SUR LES MARCHÉS BOURSIERS CANADIENS EN 1996

Il existe au Canada quatre systèmes de vente aux enchères qui se font concurrence pour inscrire les actions des sociétés minières et en faire le commerce.

- En 1996, plus de 39 milliards d'actions des sociétés de tous genres ayant une valeur totale de 369 milliards de dollars ont été négociées sur les marchés boursiers canadiens.

- À la fin de 1996, quelque 1400 sociétés minières étaient cotées en bourses canadiennes. Plus de 800 sociétés étaient inscrites à la Bourse de Vancouver, environ 300 à la Bourse de Toronto, près de 150 à l'*Alberta Stock Exchange* et quelque 140 à la Bourse de Montréal.

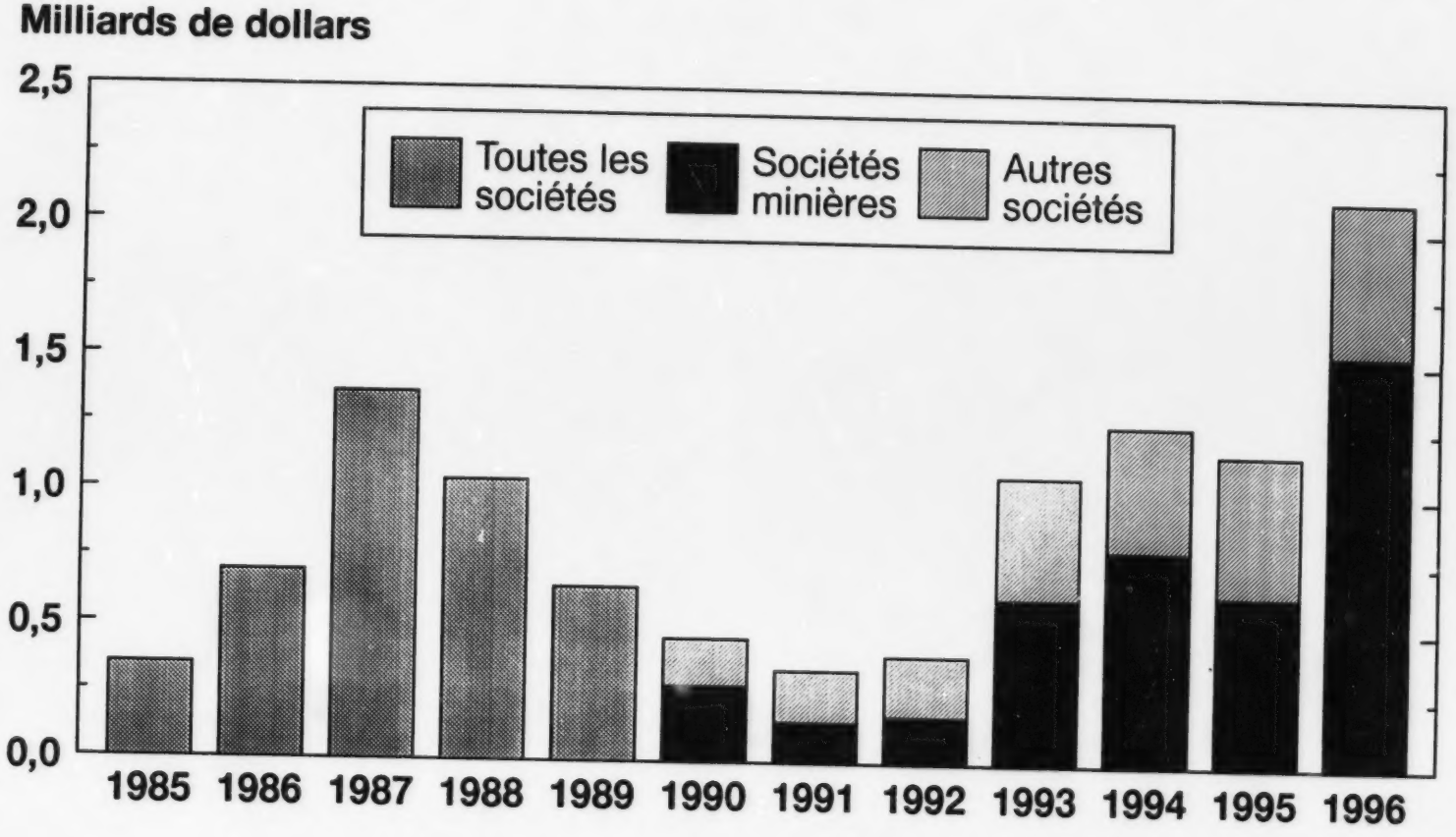
- Les sociétés minières représentent plus de la moitié des sociétés cotées à la Bourse de Vancouver, le quart environ de celles qui sont inscrites à la Bourse de Montréal et environ le cinquième de celles qui sont cotées à la Bourse de Toronto et à l'*Alberta Stock Exchange*.

- De nombreuses sociétés minières sont inscrites à plus d'une bourse canadienne et plusieurs sont cotées aussi aux États-Unis, notamment à la Bourse de New York, à l'*American Stock Exchange* ou à la *National Association of Securities Dealers Automated Quotations*. D'autres sont également inscrites en Europe.

- En plus des quatre marchés aux enchères, il existe au Canada un marché pour courtiers – le Réseau canadien de transactions, qui constitue un marché pour les actions des sociétés minières non inscrites.

- Plus de 150 sociétés minières ont recours au Réseau canadien de transactions.

Financement obtenu par les sociétés inscrites à la Bourse de Vancouver



Source : Ressources naturelles Canada, à partir des statistiques compilées par la Bourse de Vancouver.
Remarque : Les données pour les sociétés minières couvrant la période de 1985 à 1989 ne sont pas disponibles.

FINANCEMENT OBTENU PAR LES SOCIÉTÉS INSCRITES À LA BOURSE DE VANCOUVER

La Bourse de Vancouver est la principale source mondiale de capitaux de risque.

- En 1996, un financement record de 2,1 milliards de dollars a été réalisé pour les sociétés de tous genres inscrites à la Bourse de Vancouver.

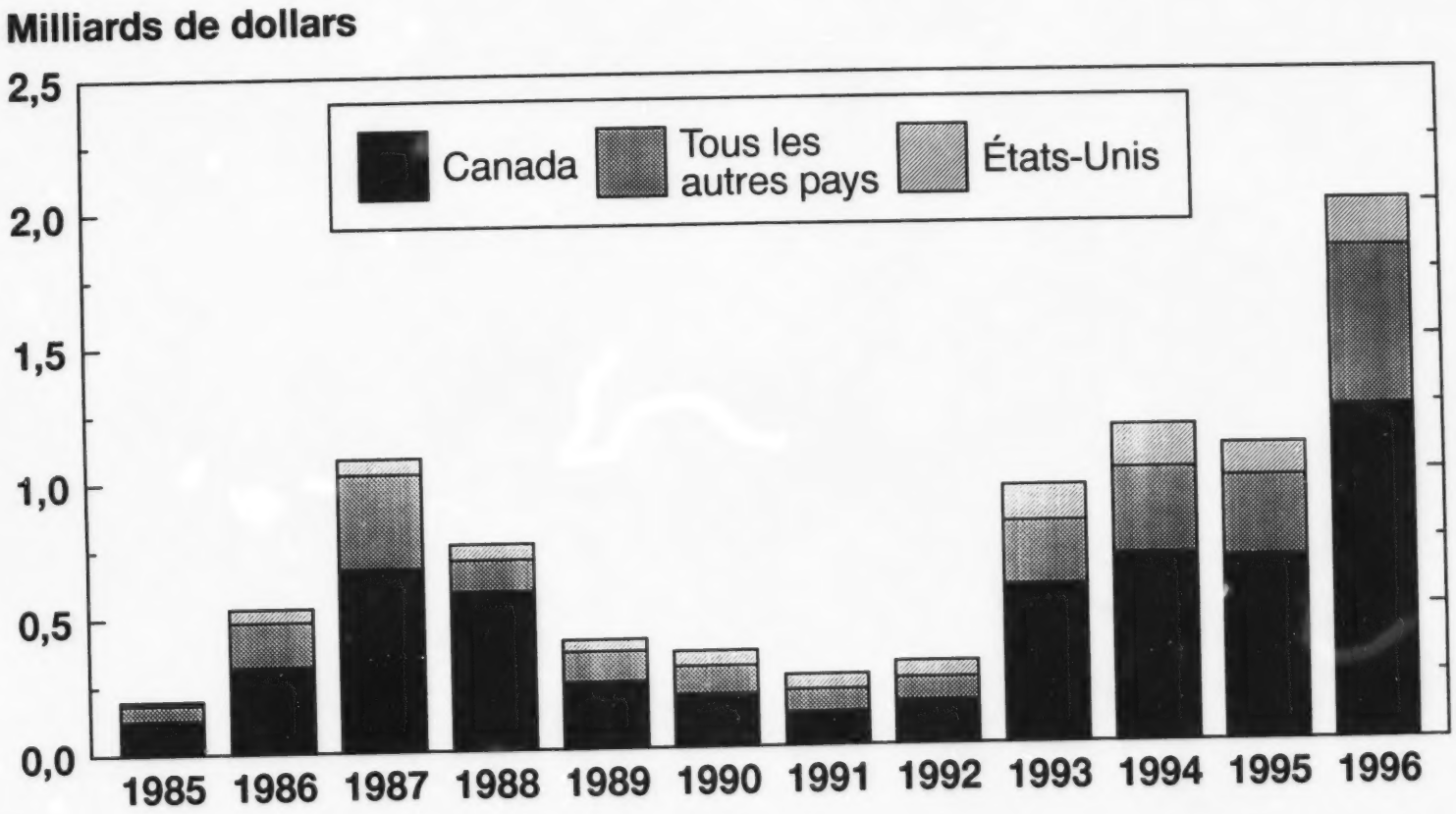
- De ce montant, 1,5 milliard de dollars, ou 70 %, visait à financer des sociétés minières.

- Depuis 1993, les fonds réunis chaque année et destinés aux sociétés de tous genres a dépassé un milliard de dollars. La dernière fois où des montants comparables ont été atteints remonte à 1987 et 1988, à l'apogée du financement par actions accréditives.

- Quelque 90 %, et même davantage, des fonds réunis à la Bourse de Vancouver constituent du financement privé effectué par des investisseurs avertis du Canada ou de pays étrangers.

- Le financements privé est également le principal véhicule de financement des sociétés cotées à l'*Alberta Stock Exchange*.

Sources de financement privé des sociétés inscrites à la Bourse de Vancouver



Source : Ressources naturelles Canada, à partir des données statistiques compilées par la Bourse de Vancouver.

SOURCES DE FINANCEMENT PRIVÉ DES SOCIÉTÉS INSCRITES À LA BOURSE DE VANCOUVER

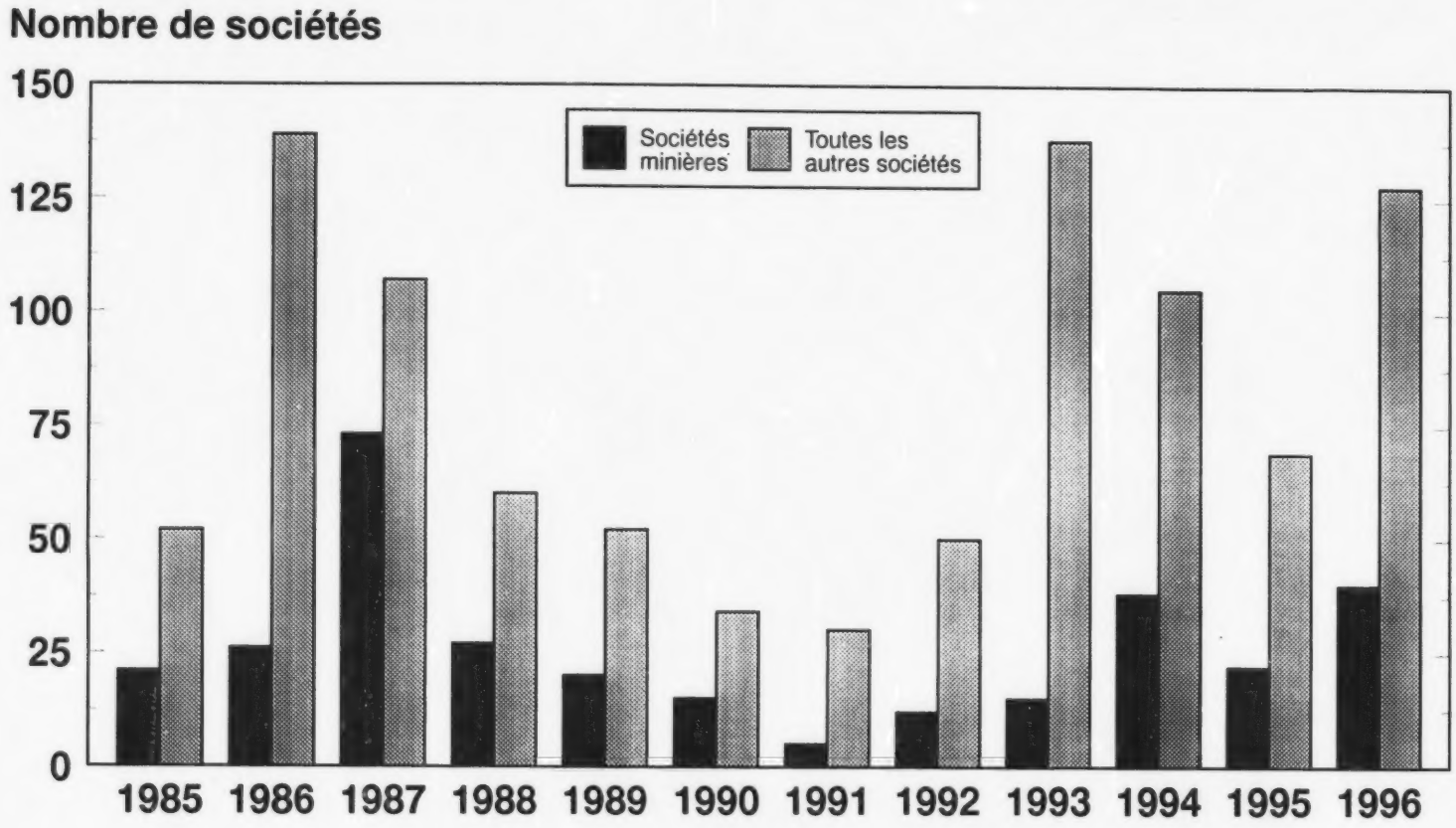
Le secteur financier canadien a réussi à faire en sorte que les petites sociétés minières canadiennes retiennent l'attention des investisseurs au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Asie et ailleurs.

- Les investisseurs étrangers sont devenus une source de financement de plus en plus importante pour les sociétés canadiennes axées sur les ressources.

- Le financement des sociétés cotées à la Bourse de Vancouver s'est accru depuis 1993, peu importe sa source géographique, et la croissance a été particulièrement forte en ce qui a trait au financement provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord.

- Depuis toujours, quelque 60 % du financement privé des sociétés inscrites à la Bourse de Vancouver est d'origine canadienne et le reste provient de l'étranger.

Nouvelles inscriptions de sociétés à la Bourse de Toronto



Source : Ressources naturelles Canada, à partir du rapport *The Toronto Stock Exchange Review*.

NOUVELLES INSCRIPTIONS DE SOCIÉTÉS À LA BOURSE DE TORONTO

Les bourses canadiennes connaissent un nombre record d'inscriptions de nouvelles sociétés minières.

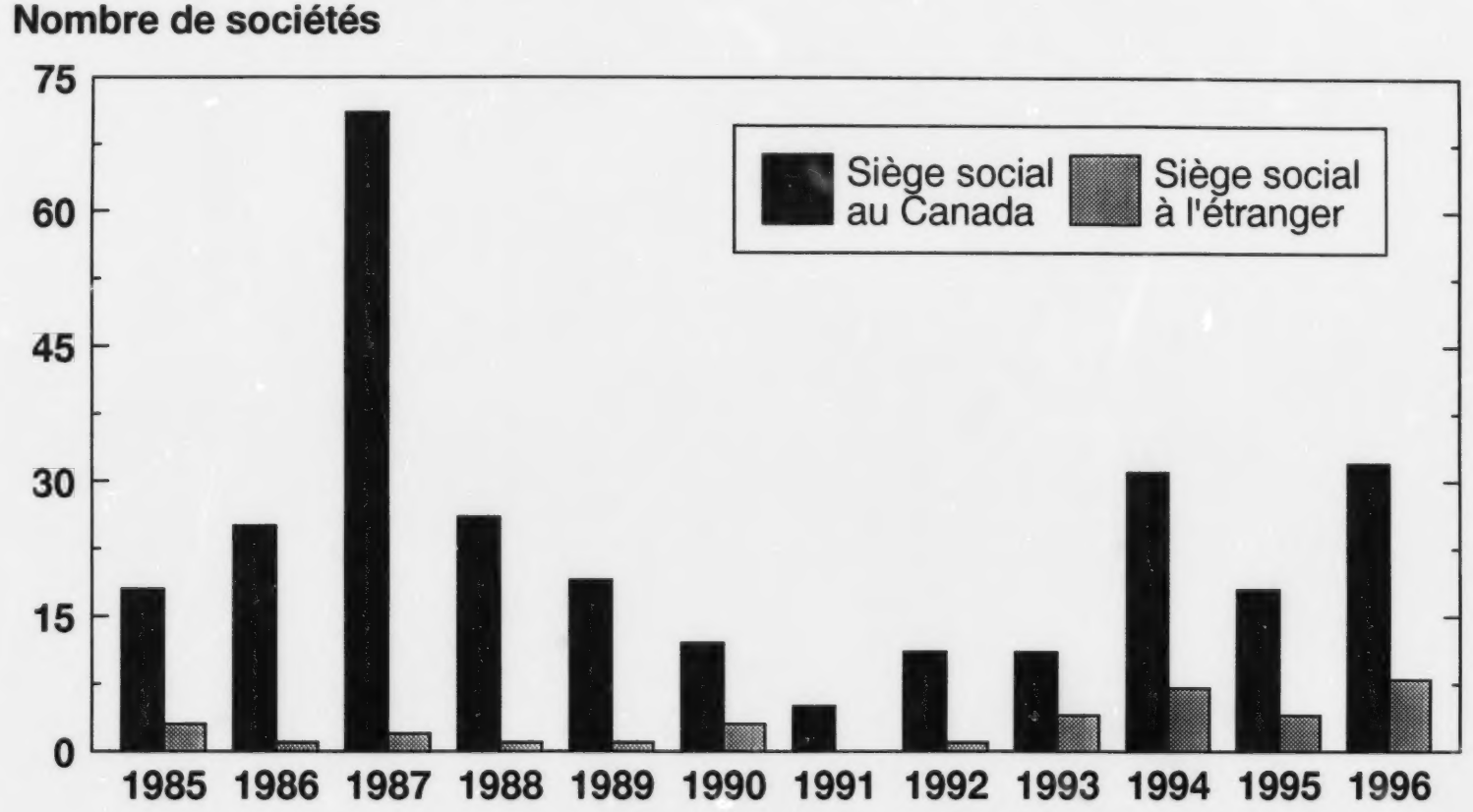
- Depuis 1992, toutes les bourses canadiennes ont enregistré une augmentation du nombre d'inscriptions de sociétés minières.

- En 1996, plus de 100 nouvelles sociétés minières ont été inscrites aux bourses canadiennes.

- Quelque 40 nouvelles sociétés minières ont été cotées à la Bourse de Toronto en 1996, soit le plus grand nombre d'inscriptions à une bourse canadienne au cours de l'année et le plus grand nombre en une seule année à cette bourse depuis 1987.

- Un certain nombre de ces sociétés étaient déjà inscrites à la Bourse de Vancouver et à l'*Alberta Stock Exchange*.

Emplacement des sièges sociaux des nouvelles sociétés minières inscrites à la Bourse de Toronto



Source : Ressources naturelles Canada, à partir du rapport *The Toronto Stock Exchange Review*.

EMPLACEMENT DES SIÈGES SOCIAUX DES NOUVELLES SOCIÉTÉS MINIÈRES INSCRITES À LA BOURSE DE TORONTO

Un nombre croissant de sociétés minières étrangères sont inscrites aux bourses canadiennes.

- En 1996, au moins huit sociétés minières ayant leur siège social à l'étranger ont été cotées à la Bourse de Toronto.

- L'augmentation des inscriptions étrangères est attribuable, en partie, au large bassin de fonds disponibles au Canada, à la liquidité dont disposent les investisseurs grâce aux bourses canadiennes et à la visibilité des sociétés minières qu'ont su mettre en valeur les analystes miniers canadiens.

- Maintenant qu'a été brossé un tableau de l'industrie minière et du secteur financier au Canada, permettez-nous de tirer quelques conclusions.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

- Si les tendances que l'on observe actuellement à l'échelle mondiale dans la circulation des idées, de la technologie, des fonds, de la main-d'oeuvre et des équipements s'affirment, les gisements de minéraux seront exploités quasi exclusivement là où ils offrent un avantage économique comparatif.

- Il existe d'abondantes ressources minérales non exploitées dans le monde et, si aucune hausse à long terme des prix des produits minéraux ne se profile à l'horizon, l'accent continuera d'être mis sur les gisements dont les coûts de production sont les moins élevés et pour lesquels les permis peuvent être obtenus.

- Le coût de la main-d'oeuvre augmentera probablement dans les pays en transition et les normes de protection de l'environnement ainsi que les lois et les règlements sur l'exploitation minière deviendront plus uniformes d'un pays à l'autre.

- La mondialisation de l'industrie minière n'est pas près de se terminer et l'essor de l'industrie minière canadienne à l'étranger devrait se poursuivre dans un avenir prévisible, notamment en Amérique latine, en Afrique, dans l'ex-U.R.S.S. et dans d'autres pays.

- Au début des années 90, certains groupes au Canada se sont préoccupés de ce qu'ils percevaient comme un désinvestissement dans l'industrie minière canadienne. Toutefois, les avantages économiques à long terme que la mondialisation représente pour le Canada sont de plus en plus reconnus.

- Grâce à leurs connaissances et à leur expertise, les sociétés minières canadiennes sont bien placées pour continuer de tirer avantage des possibilités découlant des améliorations apportées au climat d'investissement dans le secteur minier de nombreux pays.

- Récemment, le secteur financier et les services juridiques du Canada ont relevé les défis et tiré parti des possibilités créées par la mondialisation de l'industrie minière canadienne et la nécessité de réunir beaucoup de capitaux de risque.

- Pendant de nombreuses années, des sociétés canadiennes spécialisées notamment en géologie, géophysique, géochimie, droit, diligence raisonnable, comptabilité et génie ont réalisé des projets à l'étranger. Les activités actuelles et futures se traduiront par l'ouverture de nombreuses mines nouvelles, donc par une demande accrue de biens et de services pour les titres miniers, l'exploration, l'aménagement de mines et leur mise en production.

- Les sociétés canadiennes qui se spécialisent dans les biens et les services dont ont besoin les sociétés d'exploration et de production bénificient de la mondialisation de l'industrie minière canadienne du pays, car elles en tirent des possibilités sans précédent d'accroître leurs débouchés à l'étranger.

- Mesdames et Messieurs, merci de votre attention.